
BULLETIN POLITIQUE FRANCE – TURQUIE

SEPTEMBRE-OCTOBRE 2010

Pour plus d'information : Didem BORA : bora@tusiad.org
Pour les derniers numéros : [Cliquez ici](#)

TUSIAD EST MEMBRE DE BUSINESSEUROPE – CONFEDERATION DES ENTREPRISES EUROPEENNES

Secrétariat Général: Meşrutiyet Cad. No: 46 Tepebaşı 34420 İstanbul – Turquie
Ankara: Iran Cad. No: 39/4 Gaziosmanpaşa 06700 Ankara – Turquie
Bruxelles: 13, Avenue des Gaulois, 1040 Brussels – Belgique
Washington D.C. : 1250 24th Street, N.W., Suite Nr. 300, Washington D.C. 20037 - USA
Berlin: Märkisches Ufer, 28 Berlin 10179 Allemagne
Paris: 33, Rue de Galilée 75116 Paris – France
Pekin : Beijing Lufthansa Centre, Office C-319, Beijing 100025, P. R. Chine

Téléphone: +90 (212) 249 19 29 **Fax:** +90 (212) 249 13 50
Téléphone: +90 (312) 468 10 11 **Fax:** +90 (312) 428 86 76
Téléphone: +32 (2) 736 40 47 **Fax:** +32 (2) 736 3993
Téléphone: +1 (202) 776 77 70 **Fax:** +1 (202) 776 77 71
Téléphone: +49 (30) 288 786 300 **Fax:** +49(30) 288 786 399
Téléphone: +33 (1) 44 43 55 35 **Fax:** +33 (1) 44 43 55 46
Téléphone: +86 (10) 6462 2066 **Fax:** +86 (10) 6462 3206

e-mail: tusiad@tusiad.org
e-mail: ankoffice@tusiad.org
e-mail: bxloffice@tusiad.org
e-mail: usoffice@tusiad.us
e-mail: berlinoffice@tusiad.org
e-mail: parisoffice@tusiad.org
e-mail: tusiad.china@euccc.com.cn



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

SOMMAIRE (pp.2-3)

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE.....4

- *Rapport de la Commission sur le financement du codéveloppement en Méditerranée, au Président de la république - 25 août 4*

ASSEMBLEE NATIONALE6

- *Extraits du compte-rendu de la séance sur le Projet de loi de finances pour 2011 : Débat sur le prélèvement européen et préalable au Conseil européen (aide financière de la France à la Turquie dans le cadre du programme de l'Aide à la pré-adhésion de l'UE) – 25 octobre..... 6*
- *Exposé sommaire de l'amendement N° I – 73 sur l'article 46 de la Loi de Finances pour 2011(aide financière de préadhésion attribuée à la Turquie) – 14 octobre..... 18*
- *Exposé sommaire de l'amendement N° I – 74 Rect. sur l'article 47 et Etat A de la Loi de Finances pour 2011(aide financière de préadhésion attribuée à la Turquie) – 14 octobre..... 19*

COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE20

- *Extrait de l'examen en commission de l'avis présenté par Jean-Michel Boucheron (SRC) sur le projet de loi de finances pour 2011 : Défense (action contre la pauvreté /croissance économique turque) – 14 octobre..... 20*
- *Extrait de l'examen en commission de l'avis présenté par Roland Blum (UMP) sur le projet de loi de finances pour 2011 : Prélèvement européen (aide financière de préadhésion attribuée à la Turquie) – 14 octobre..... 20*
- *Extraits de l'audition du ministre des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner (réforme constitutionnelle en Turquie et diplomatie turque) – 14 septembre 21*

COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LÉGISLATION ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE.....22

- *Extrait de l'avis présenté par Eric Diard (UMP) sur le projet de loi de finances pour 2011: Immigration, Asile et Intégration (transit des migrants irréguliers via la Turquie) – 14 octobre 22*

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT.....23

- *Question de Danielle Bousquet (SRC) sur l'inscription de la Turquie sur la liste des pays d'origine sûrs - 23 mars & Réponse du ministère des Affaires étrangères et européennes– 5 octobre 23*
- *Question d'Axel Poniatowski (UMP) sur la répartition des personnes qui obtiennent la nationalité française par naturalisation (citoyens d'origine turque) - 29 juin & Réponse du Ministère de l'Immigration, intégration, identité nationale et développement solidaire – 28 septembre 23*

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES25

- *Point de presse : Accident de bus des touristes français à Antalya – 29 octobre 25*
- *Propos du ministre français des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner, en visite en Turquie, lors de la conférence de presse jointe avec le ministre turc des affaires étrangères Ahmet Davutoğlu – Ankara, 12 octobre 26*
- *Discours du ministre français des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner, en déplacement en Turquie, lors de l'inauguration de l'Institut Français d'Ankara – 12 octobre 28*
- *Déclaration du ministre français des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner, en déplacement en Turquie, lors de l'inauguration de l'Institut Français d'Ankara – 12 octobre 29*
- *Discours du ministre français des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner, en déplacement en Turquie, lors de l'inauguration du Lycée Charles de Gaulle à Ankara – 12 octobre 30*



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE

Bureau de Représentation à Paris

- Point de presse : Déplacement du ministre des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner en Turquie (question sur le déplacement du ministre au Proche-Orient) – 8 octobre 32
- Point de presse : Déplacement du ministre français des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner en Turquie (11 et 12 octobre) – 7 octobre 33
- Point de presse : La visite en France d'Abdallah Dardari, vice-Premier ministre syrien (du 22 au 26 septembre) (Question sur une éventuelle visite de Jean-Claude Cousseran, ancien ambassadeur français, en Turquie) – 21 septembre 33
- Point de presse : Processus de paix au Proche-Orient (les conclusions de la visite de Jean-Claude Cousseran, ancien ambassadeur français, au Moyen Orient) – 21 septembre 33
- Point de presse : Rencontre du ministre français des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner avec le président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe Mevlüt Çavuşoğlu – 30 septembre 34
- Message du ministre français des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner sur l'attentat à Geçitli au ministre turc des affaires étrangères à Ahmet Davutoğlu - 16 septembre 34
- Point de presse : « Turquie : attentat : déclaration du porte-parole » – 16 septembre 35
- « La France condamne avec la plus grande fermeté l'attentat sanglant survenu ce matin dans le sud-est de la Turquie, qui a coûté la vie à dix personnes. 35
- Point de presse : « Syrie – France » : la visite de Jean-Claude Cousseran, ancien ambassadeur français, en Turquie - 13 septembre 35
- Point de presse : les répercussions du référendum constitutionnel turc sur les relations Turquie – UE - 13 septembre 35
- Extrait du discours d'ouverture du ministre des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner, XVIIIème Conférence des Ambassadeurs, Paris (diplomatie turque) – 26 août 36

AMBASSADE DE FRANCE EN TURQUIE.....37

- Communiqué de presse : Visite de l'ancien premier ministre français Alain Juppé à Istanbul - 20 octobre 37
- Communiqué de presse : Déplacement à Bursa de SEM Bernard Emié, Ambassadeur de France en Turquie, 1– 2 octobre 37
- Allocution de SEM Bernard Emié, Ambassadeur de France en Turquie, à l'occasion de l'inauguration des nouveaux locaux de l'Association culturelle Turquie-France de Bursa - 2 octobre 38
- Discours de SEM Bernard Emié, Ambassadeur de France en Turquie, lors de la cérémonie de convention de financement entre TEB et AFD - 23 septembre 41

ENTRETIENS ET DECLARATIONS DES PERSONNALITES POLITIQUES FRANÇAISES

DANS LES MEDIAS43

- Extraits des déclarations de l'ancien premier ministre français Alain Juppé à l'université francophone de Galatasaray à Istanbul – 20 octobre 43
- Entretien du ministre français des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner avec la chaîne turque NTV – 12 octobre 43
- Pierre Moscovici, ancien ministre des affaires européennes : « Faire claquer plus fort le drapeau européen » - Libération, 8 octobre 44
- Propos du ministre français de l'immigration Eric Besson, en visite à Nicosie, sur l'immigration illégale vers l'Union européenne via la Turquie – 18 octobre 45

ENTRETIENS DES PERSONNALITES POLITIQUES TURQUES DANS LES MEDIAS

FRANÇAIS.....46

- Entretien de Mevlüt Çavuşoğlu, président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe : « Le problème des Roms n'est pas seulement français », Libération – 29 septembre 46
- Entretien de Kemal Kılıçdaroğlu, chef du Parti républicain du peuple (CHP): « La démocratie turque est en danger », Le Monde – 10 septembre 47
- Tribune de Didem Engin, membre de l'assemblée du Parti républicain du peuple (CHP) : « L'illusion de démocratie en Turquie », LeMonde.fr – 9 septembre 48



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Rapport de la Commission sur le financement du codéveloppement en Méditerranée, au Président de la république - 25 août

La Commission sur le financement du codéveloppement en Méditerranée présidée par M.Charles Milhaud a présenté son rapport au Président de la République française Nicolas Sarkozy qui lui avait « confié, en décembre dernier, la mission d'étudier la possibilité de créer une banque dédiée au financement du co-développement en Méditerranée. (...) Cette commission avait pour tâche d'évaluer la capacité des institutions financières actives dans la région à mobiliser des financements et de proposer des pistes de réforme visant à une plus grande coordination et/ou à un renforcement des instruments existants, dans le cadre des projets de l'Union pour la Méditerranée. »

La commission de la mission a été composée de membres français et étrangers spécialistes du développement, de la finance ou du secteur bancaire, dont M. Pekin Baran, vice-président du Haut Conseil Consultatif de la TÜSIAD et président du conseil d'administration de Denizcilik A.S.

Le rapport qui évalue l'économie de la région méditerranéenne souligne les points suivants pour la Turquie :

- La Turquie bénéficie de 4,87 Md€ de l'instrument d'aide de préadhésion (IAP) sur la période 2007-2013, dont les deux tiers sont consacrés au développement des institutions et au développement économique des régions: « en Turquie : rénovation des voies ferrées (4,7 M€), scolarisation des femmes ou des enfants dans les zones rurales (100 M€), prêts aux PME (15 M€). »
- Les engagements de la Banque mondiale atteignent 5,8 Md€ en Turquie pour la période 2008-2010. « Par rapport aux autres pays méditerranéens, le financement des PME, de la création d'emploi et le soutien à l'intermédiation bancaire occupe une part plus importante. 27% des engagements sont également consacrés au secteur de l'énergie. »
- La filiale de financements privés de la Banque mondiale, la Société Financière Internationale (SFI ou IFC) a investi 246 M€ en 2009 en Turquie. Les projets financés sont « essentiellement des investissements industriels (secteurs papetier, pétrolier, conserverie...), des prêts aux PME (75 M\$ via la banque Akbank) ou aux agriculteurs (30 M\$ via la banque Sekerbank) ;
- L'encours de garantie de la filiale garantie risques pays de la Banque mondiale, l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI ou MIGA), s'élève en 2009 à 430 M€ en Turquie, principalement des centrales électriques: « en Turquie : une importante garantie de 191 M\$ en 2008 (centrale électrique), et une garantie de 55 M\$ en 2010 (secteur des transports). »



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE

Bureau de Représentation à Paris

- L'intervention du groupe Banque mondiale, en cumulant ses différents instruments, a atteint 1,3 Md€ en 2009 en Turquie : « production d'électricité par énergies renouvelables (une première tranche de 500 M\$ en 2009 sur un montant total d'1,15 Md€), développement du secteur électrique (800 M\$). »
- La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a consacré 107 M€ en Turquie en 2009 : « extension des capacités de réseau d'eau (22 M€), prêts aux PME (plusieurs tranches de 20 M€), champ d'éoliennes à Osmaniye (45 M€). »
- Les engagements de la Banque islamique de développement (BID) en faveur de la Turquie, du Maroc et de la Tunisie a été de 450 M€ en 2008.
- L'aide publique est orientée vers le secteur économique (infrastructures de transports et de télécommunications, PME, secteur bancaire, énergie) en Turquie. Elle a passé de 277 M€ à 1416 M€ entre 2005-2008.

Le rapport : [Cliquez ici](#)



ASSEMBLEE NATIONALE

Extraits du compte-rendu de la séance sur le Projet de loi de finances pour 2011 : Débat sur le prélèvement européen et préalable au Conseil européen (aide financière de la France à la Turquie dans le cadre du programme de l'Aide à la pré-adhésion de l'UE) – 25 octobre

« **Claude Bodin (UMP*)** : Madame la présidente, monsieur le secrétaire d'État, mes chers collègues, les articles 46 et 47 inscrivent dans la loi de finances pour 2011 un prélèvement sur recettes au profit des communautés européennes qui prévoit le versement d'une aide financière pour des programmes de coopération à destination des États souhaitant adhérer à l'Union européenne.

Chaque année, la France verse donc à la Turquie, par le biais de l'Union européenne, près de 127 millions d'euros en vue de son adhésion. Ce pays a ainsi bénéficié, pour la période 2007-2010, de 383 millions d'euros de la part des contribuables français, au titre de l'aide à la pré-adhésion. Au total, il est donc prévu que la France verse à la Turquie 887 millions d'euros de crédits de pré-adhésion.

On peut s'étonner que de telles sommes soient attribuées à la Turquie alors que ce pays a, certes, vocation à construire avec l'Europe une relation privilégiée, mais nullement à devenir membre de l'Union européenne. Le Président de la République s'est clairement prononcé à ce sujet à plusieurs reprises, notamment dans le cadre des élections présidentielles, où il a indiqué : « Je veux une Europe qui ait une existence politique et qui ait une identité, par conséquent une Europe qui ait des frontières. La Turquie, qui n'est pas un pays européen, n'a pas sa place à l'intérieur de l'Union européenne. L'Europe sans frontière, c'est la mort de la grande idée de l'Europe politique. L'Europe sans frontière, c'est le risque de la voir condamnée à devenir une sous-région de l'ONU. Je ne l'accepte pas. »

Je présenterai donc, conjointement avec mon collègue Richard Mallié, un amendement prévoyant de diminuer le prélèvement sur recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget des communautés européennes, d'un montant représentant sa part dans l'aide financière de pré-adhésion attribuée à la Turquie, soit environ 16,7 % de l'aide qui sera versée. (...)

[*UMP : Groupe Union pour un Mouvement Populaire]

Pierre Lellouche, *secrétaire d'État [chargé des affaires européennes]* : Il y a des gens qui pensent différemment : des Britanniques, des Suédois, etc.

Je réponds maintenant aux interventions sur l'article 46.

(...) De façon générale, je rappellerai que le budget européen est régi par les mêmes principes que notre budget national, en particulier par celui de la non-affectation des recettes. En conséquence, la contribution française est versée au budget européen dans son ensemble, et il ne nous est pas



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

possible de déterminer l'affectation de notre contribution, de même que nous ne pourrions pas décider de ne pas participer au financement de telle ou telle politique de l'Union européenne.

Sur le fond, je rappelle que la France – à l'époque du président Jacques Chirac – a reconnu à la Turquie le statut de pays candidat. »

Richard Mallié (UMP) : Malheureusement !

Nicolas Perruchot (NC*) : Pas les Français !

*[*NC : Groupe Nouveau Centre]*

Pierre Lellouche : Le Conseil européen unanime, et donc la France, a reconnu à la Turquie le statut de pays candidat. C'était à Copenhague.

Michel Bouvard (UMP) : C'est comme aux Jeux Olympiques, on peut être candidat sans être retenu !

Pierre Lellouche : Comme les autres pays auxquels ce statut a été accordé, la Turquie bénéficie donc d'un programme d'aides financé par le budget communautaire.

Entre 2000 et 2006, elle a reçu au titre du programme d'aide de pré-adhésion près de 1,23 milliard d'euros. L'instrument d'aide de pré-adhésion, qui a remplacé les instruments précédents en 2007, est doté de 4,873 milliards d'euros pour la période 2007-2013. (Exclamations sur les bancs du groupe UMP.) Voilà ce qui doit aller à la Turquie.

Ces crédits attribués à la Turquie par l'Union européenne, j'insiste sur ce point, ne préjugent en rien de l'issue des négociations engagées avec ce pays en 2005.

Sur cette issue, la position de la France, déterminée par le Président de la République, est connue. Il n'est pas vrai que le maintien de ces crédits entre en contradiction avec les propos du Président de la République : celui-ci sait parfaitement que la France a reconnu le statut de candidat de la Turquie ; il a dit avant son élection, et il l'a redit depuis, et le Gouvernement avec lui, que selon nous, Français, la Turquie n'a pas vocation à rejoindre l'Union. D'autres pays le pensent aussi.

Cela ne remet pas en cause les négociations de candidature, dont nous et les autres pays considérons qu'elles sont dans l'intérêt de la France, dans l'intérêt de la Turquie, dans l'intérêt de l'Europe : elles ont en effet pour résultat de hisser ce partenaire très important de l'Union européenne à un niveau juridique et réglementaire plus élevé.

Voilà pourquoi la Turquie conserve son statut de pays candidat, y compris sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Monsieur Bodin, nous appartenons en gros à la même famille politique. (Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)

Christophe Caresche (SRC*) : C'est vrai que c'est parfois difficile à voir !

*[*SRC : Groupe Socialiste, radical, citoyen et divers gauche]*

Pierre Lellouche : Soyons absolument clairs sur ce point : la Turquie conserve ce statut, même si la France est opposée à l'adhésion de ce pays et qu'elle est plutôt favorable à un partenariat privilégié.



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Si vous le souhaitez, je vous ferai passer une réponse écrite plus développée. Mais, pour avoir un tout petit peu travaillé à la relation entre la France et la Turquie, je peux vous dire que cette relation bilatérale est importante, et qu'elle est dans l'intérêt de nos deux pays. Nous en avons convenu ensemble lors de la visite en France, cette année, du Premier ministre Erdoğan et du Président de la République Gül : il y a entre nous un désaccord sur l'aboutissement des négociations – la Turquie veut entrer dans l'Union, nous ne partageons pas ce projet. Nous en avons parlé ouvertement.

Nous sommes cependant parfaitement d'accord pour renforcer nos relations politiques, économiques et stratégiques.

Christophe Caresche (SRC) : Très bien !

Pierre Lellouche : C'est dans l'intérêt de l'Union et dans l'intérêt de la France ; c'est ce que nous faisons.

Il est hors de question pour nous d'accepter de remettre en cause le statut de pays candidat de la Turquie. Je donnerai donc un avis défavorable aux amendements qui ont été déposés sur cet article.

(...)

Richard Mallié (UMP) : Monsieur le ministre, vous parliez de « réductions massives des déficits » ; monsieur le rapporteur général, vous parliez de « restauration des comptes et des financements, au détriment du reste ». Je vais peut-être vous donner l'occasion de récupérer quelques fonds.

Récemment, le président turc a reproché aux responsables politiques et intellectuels européens un « manque de vision » concernant une éventuelle entrée de la Turquie dans l'Union européenne ; il a imputé à l'Union une part des blocages.

Pour une fois, je partage entièrement ce point de vue de M. Gül et souhaite mettre fin à une certaine hypocrisie européenne. C'est pourquoi, avec Claude Bodin et une cinquantaine de députés, nous avons déposé un amendement visant à supprimer les crédits alloués à la Turquie dans le cadre de l'instrument d'aide à la pré-adhésion.

Chaque année, Claude Bodin l'a rappelé, la France verse indirectement à la Turquie près de 130 millions d'euros en vue de son adhésion. Tous les sondages réalisés en France vont dans le même sens : oui à un partenariat privilégié ; non à une adhésion. Aujourd'hui, seuls 38 % des Turcs sont favorables à une adhésion de leur pays à l'Union européenne.

Le Président de la Commission européenne a même évoqué « de profondes interrogations sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne en raison de différences culturelles ».

À ce constat sans appel s'ajoutent les griefs de la Cour des comptes européenne, qui a épinglé la Turquie au motif que seuls 30 % des objectifs du calendrier de pré-adhésion auraient été atteints. Aux dires mêmes de la Cour des comptes européenne, les fonds qui sont donnés ne servent pratiquement à rien, si ce n'est pour un tiers d'entre eux seulement.

Il est important de mettre un terme à cette incohérence politique et budgétaire.



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Même si le porte-parole du commissaire européen au budget a déclaré que le montant du budget 2011 ne pouvait être modifié, sous-entendant que, pour lui, l'Assemblée nationale française était une simple chambre d'enregistrement, l'adoption de cet amendement serait un signal fort envoyé à Bruxelles.

Les symboles sont lourds de sens et l'adoption de cet amendement montrerait à la Commission européenne que l'Assemblée nationale a une profonde conviction à ce sujet et qu'elle a toute légitimité pour l'exprimer publiquement. Les parlementaires français ont leur mot à dire sur ce sujet, mes chers collègues. Envoyons un signal fort, car qui ne dit mot consent.

Je terminerai, monsieur le secrétaire d'État, en vous disant que la position de l'électorat français par rapport à l'Union européenne n'est plus ce qu'elle était en 2005 ; sans doute est-elle pire. Vous l'avez dit vous-même, les esprits évoluent. Mais ils n'ont pas du tout évolué dans votre sens à vous. »

(...)

Gilles Carrez (UMP), rapporteur général : Monsieur Mallié, me situant exclusivement sur le terrain des procédures et sur le plan budgétaire, je ne peux faire autrement que de donner un avis défavorable à votre amendement. Le raisonnement est très simple.

Nous sommes dans le domaine budgétaire. Le Gouvernement a évalué un prélèvement sur recettes pour participer au budget de l'Union européenne. Compte tenu des caractéristiques de ce budget telles qu'on les connaît aujourd'hui, le Gouvernement est obligé d'avoir un prélèvement sur recettes sincère. L'article 6 de la LOLF précise en effet que les « prélèvements sur les recettes de l'État sont, dans leur destination et leur montant, définis et évalués de manière précise et distincte ». L'adoption de cet amendement introduirait un élément d'insincérité budgétaire.

Faut-il ou non dégager des financements au titre d'une éventuelle pré-adhésion de la Turquie ? C'est une question interne au budget européen. La procédure d'élaboration du budget pour 2011 commence. Le Parlement européen va s'en saisir et il regardera évidemment quels ont été les débats dans tel ou tel Parlement national sur ce sujet mais, s'il doit y avoir un réajustement, c'est une question à traiter au sein du budget européen.

Inscrire dans notre budget un prélèvement qui ne correspondrait pas aux engagements que nous avons pris vis-à-vis de l'Europe poserait un problème à deux niveaux : d'une part, au niveau franco-français, de sincérité budgétaire, ce qui est tout de même très ennuyeux ; d'autre part, par rapport aux engagements que nous avons pris de participer au budget européen selon une certaine clef de répartition.

Si la question que vous posez a toute sa légitimité dans le processus d'élaboration du budget, je ne peux, pour des raisons de forme qui me paraissent évidentes, incontournables, que donner un avis défavorable à votre amendement.

(...)

Pierre Lequiller (UMP), président de la commission des affaires européennes : À ces arguments de forme (...) je voudrais ajouter, avec toute l'amitié et le respect que j'ai pour M. Bodin et M. Mallié, que, contrairement à ce qu'indique l'exposé des motifs, cet amendement n'est pas



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

cohérent avec la politique européenne du Président de la République et de la France à l'égard des négociations de l'Union européenne avec la Turquie. (...)

En effet, nous sommes favorables à la négociation, pour aboutir au partenariat privilégié. Nous avons d'autres partenaires à l'intérieur de l'Europe, l'Autriche par exemple, qui partagent eux aussi cette position.

La France se prononce pour que les négociations aboutissent à un partenariat privilégié et non à une adhésion. D'ailleurs, elle est en faveur de l'ouverture de trente chapitres de la négociation sur trente-cinq, mais elle s'est opposée à l'ouverture de tous les chapitres directement liés à l'adhésion.

Nous souhaitons progresser dans la négociation pour parvenir à un rapprochement plus étroit que l'union douanière avec la Turquie, qui est ce partenariat privilégié prévu par la Constitution.

Il ne faut pas non plus humilier un partenaire essentiel (...) sur la scène économique, sur la scène politique, sur la scène diplomatique, pour les relations avec le Proche-Orient, pour les relations avec l'Iran, pour les relations dans toute cette région. (...)

Moi qui suis hostile à l'entrée de la Turquie – je crois avoir été l'un des tout premiers dans cet hémicycle –, je considère que ce serait une grave erreur de voter cette suppression qui, comme l'a très bien dit le rapporteur général, n'aboutirait pas, dans sa forme, à l'objectif que vous visez.

(...)

Pierre Lellouche : Je voudrais ajouter pour l'information des députés les éléments suivants : S'agissant du volume des transferts qui sont prévus dans l'instrument de pré-adhésion sur la Turquie, compte tenu du nombre d'habitants et du niveau de développement, ce que reçoivent les Turcs, c'est 8 euros par habitant, à comparer aux 30 euros pour la Croatie et la Macédoine, qui sont dans des dispositifs analogues. (...)

Au regard du nombre d'habitants et du niveau de développement, l'écart est celui-là. C'est un fait.

Ensuite, comme l'a dit M. Carrez, il n'y a pas moyen de peser sur l'affectation de ces crédits dans le droit budgétaire européen, pas plus qu'il n'y a de moyens de le faire en droit budgétaire national.

Enfin, vous avez mentionné le rapport de la Cour des comptes européenne. Le rapport adopté le 22 octobre 2009 sur la gestion par la Commission de l'aide de pré-adhésion en faveur de la Turquie relève des déficiences dans la gestion de l'aide, en particulier pour la période 2002-2006, mais elle note également des améliorations sensibles. Cela a d'ailleurs fait l'objet d'un débat au conseil Affaires générales et les États ont adopté des conclusions qui invitent la Commission à prendre des mesures de contrôle supplémentaires.

Sur le fond, je voudrais vous dire, peut-être encore plus nettement que M. Lequiller, que voter cet amendement ne rendrait pas service à la politique étrangère de la France s'agissant de la Turquie. (...)

On ne saurait se réfugier derrière le Président de la République pour remettre en cause, en réalité, une politique très claire, celle du partenariat privilégié et non de l'adhésion.



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

La politique conduite par le Gouvernement nommé par le Président de la République dont je suis membre est extrêmement claire : il s'agit de considérer que la négociation d'adhésion continue et de ne pas remettre en cause le statut de candidat de la Turquie tout en disant clairement – beaucoup plus clairement d'ailleurs que la plupart des autres pays européens – que le point d'arrivée ne sera pas l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Le gouvernement turc le sait, tout comme l'opinion publique turque. Notre contribution à l'Union européenne représente quand même une vingtaine de milliards d'euros. Décider d'économiser une portion de cette somme juste pour punir la Turquie serait ressenti comme une humiliation par l'opinion turque. Je ne vous conseille pas une telle décision.

Je comprends bien sûr les raisons de politique intérieure qui animent les auteurs de l'amendement. Je ne vis certainement pas dans une bulle, monsieur Mallié, je connais parfaitement les problèmes auxquels vous faites allusion pour y avoir été confronté dans mon ancienne circonscription. Mais je considère que voter un tel amendement, et je m'adresse à tous les députés de la majorité, serait un mauvais coup porté à la politique étrangère du Président de la République. Je ne peux être plus clair. Après, que chacun prenne ses responsabilités.

Mais qu'on ne vienne pas m'expliquer que c'est cohérent avec ce que dit le Président de la République. C'est tout l'inverse. (...)

Nicolas Perruchot (NC): La question qui est posée est importante. Ce n'est ni un détail, ni une lubie de certains parlementaires qui voudraient faire parler d'eux que d'exprimer cet après-midi une différence avec le Gouvernement sur ce qui nous est proposé dans le cadre budgétaire par rapport à nos amis turcs.

Monsieur le secrétaire d'État, vous venez d'évoquer la politique étrangère. Je voudrais donner le sentiment d'un parlementaire français sur ce sujet. (...) Je comprends qu'il puisse y avoir des considérations diplomatiques, mais au moment où l'Europe, avec le traité de Lisbonne et un service diplomatique commun, entend se déployer dans le monde, la politique étrangère de la Turquie est devenue quasiment incompatible avec les intérêts européens, et cela nous interpelle tous.

La Turquie a bien entendu le droit d'avoir sa politique étrangère, elle ne s'en prive pas, d'ailleurs. Pont entre l'Asie et l'Europe, comme elle se définit, soucieuse de n'avoir aucun ennemi à ses frontières alors qu'elle les a longtemps accumulés, elle développe désormais une politique largement dictée par son opinion publique, son voisinage et ses intérêts commerciaux, qui l'éloignent des contorsions qu'elle a dû faire après la Seconde guerre mondiale.

Pour réintégrer le concert européen, il lui a fallu éviter l'isolement, contenir le communisme, moderniser son armée, ce qu'elle fit grâce aux États-unis, à l'OTAN et à l'Union européenne.

Aujourd'hui, les dirigeants turcs, concevez que cela puisse choquer les parlementaires français, multiplient les accords et les visites avec la Syrie, l'Iran...

Jérôme Cahuzac (SRC), président de la commission des finances : La France fait pareil !

Nicolas Perruchot (NC) : ...et le Soudan, et fraye avec les organisations islamistes extrémistes. Désormais, il vaut mieux être le leader de la fierté musulmane que l'exemple de l'islam laïc. (...) Sur ce point, nous ne pouvons évidemment pas être d'accord avec nos amis turcs.



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Pourquoi, monsieur le secrétaire d'État, la Turquie a-t-elle voté contre l'Europe et les États-Unis au Conseil de sécurité de l'ONU qui a imposé des sanctions à l'Iran ? C'est une question importante que les parlementaires français que nous devons nous poser.

Pourquoi la Turquie soutient-elle le président du Soudan, qui est poursuivi par la Cour pénale internationale ?

Pourquoi les soldats turcs n'ont-ils pas le droit de combattre en Afghanistan ?

Pourquoi l'Organisation de la conférence islamique, dont elle assure le secrétariat, ainsi que la Ligue arabe, dont elle est observateur, sont si importantes pour sa diplomatie ?

De Turquie, cette politique peut s'expliquer, mais elle n'a rien à voir aujourd'hui avec les intérêts européens, qu'elle contrarie de plus en plus.

Au-delà de la question du prélèvement, qui n'a pas de portée juridique et n'a donc pas autant d'importance qu'on pourrait l'imaginer, chacun sait que l'Union européenne de demain, celle que nous souhaitons, celle que les Français et les Françaises souhaitent, c'est une Union qui a plus besoin de densité que de dilution.

(...)

Régis Juanico (SRC) : L'amendement présenté par Richard Mallié, Claude Bodin et leurs collègues est particulièrement malvenu, particulièrement malveillant et particulièrement mesquin. D'ailleurs, puisque son objectif est, si j'ai bien compris, de faire réaliser des économies budgétaires à la France, je me demande très naïvement pourquoi, outre la Turquie, d'autres pays candidats à l'adhésion ne seraient pas visés – je pense à l'Islande, à la Croatie ou à la Macédoine – dans la mesure où l'exposé des motifs fait état de l'évocation par M. Barroso de différences culturelles. Des différences culturelles, nous en avons aussi avec les Islandais, les Croates ou les Macédoniens. C'est donc qu'avec la Turquie, il y a quelque chose d'autre, que nous venons d'entendre à l'instant dans la bouche de M. Perruchot lorsqu'il a évoqué la question religieuse, celle de l'islam. (...)

L'Europe, ce n'est pas une question de frontières. (*« Bien sûr que si ! » sur plusieurs bancs du groupe UMP.*) C'est une question d'adhésion à des valeurs, un très haut niveau de démocratie, un haut niveau d'État de droit et de protection sociale. Ces dernières années, nous avons élargi l'Union européenne à des peuples qui sont allés progressivement vers ces valeurs. La Turquie, quant à elle, est candidate depuis 1963. Évidemment les conditions de son adhésion ne sont pas encore réunies et il lui reste encore beaucoup de progrès à faire. Il y a des contentieux territoriaux avec Chypre, l'Arménie. La Turquie doit notamment encore progresser sur la question des droits de l'homme et sur l'État de droit, mais ce qui nous est proposé, c'est un amendement de défiance et de stigmatisation à l'égard de la Turquie, dont on voit bien sur quel raisonnement il repose. Cet amendement est donc malvenu.

On nous dit qu'il faut laisser se dérouler les négociations, mais que l'on sait très bien qu'il n'y aura pas d'adhésion au bout du compte, qu'il y aura seulement un partenariat. Or, si on laisse se dérouler les négociations, c'est que l'on ne peut préjuger leur issue. (...)



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

À un moment donné, il faut envoyer au peuple turc un signal qui soit non pas un signal de défiance, mais un signal de confiance, parce que lui aussi va connaître le scepticisme. Il faut considérer l'adhésion de la Turquie comme un facteur d'enrichissement culturel et économique pour l'Europe, parce que c'est un pays dont l'économie est très dynamique, mais cela vous ne voulez pas le voir.

(...)

Chantal Brunel (UMP) : Et l'on découvre le problème aujourd'hui. Nicolas Perruchot s'est remarquablement exprimé et je voudrais seulement préciser deux choses. (...)

Il faut que l'on explique aux Français à quoi vont servir ces 129 millions d'euros, ces 887 millions qui auront été versés entre 2007 et 2013 pour aider la Turquie à réaliser son partenariat avec l'Europe. À quoi cela sert-il ? Cela représente huit euros par Turc. Or on ne peut pas dire que la Turquie ait fait des progrès dans les domaines des droits de l'homme ou de l'égalité.

J'ai beaucoup d'admiration pour la politique étrangère du Président de la République et pour ce qu'il va faire en matière de régulation financière au cours du G 20. Ses positions sont extrêmement courageuses. Je ne voterai donc pas cet amendement, mais il est urgent que la France exige de savoir à quoi sert l'argent. On découvre en effet aujourd'hui que celui donné à la Roumanie n'a pas servi à aider certaines populations à s'intégrer. On sait très bien qu'il y a beaucoup d'évasion. On demande aujourd'hui 129 millions aux Français alors que c'est une période difficile et que certains d'entre eux ne parviennent pas à boucler leurs fins de mois, qu'ils n'ont plus de quoi manger dès le 15 du mois ! Il faut que la France exige qu'on lui dise à quoi sert cet argent. Je trouve donc cet amendement justifié et, si je ne le vote pas, c'est uniquement par solidarité avec la politique étrangère du Président de la République qui mène un combat difficile dans d'autres domaines au G 20. (...)

Daniel Garrigue (Député n'appartenant à aucun groupe) : Le vote de cet amendement serait désastreux.

D'abord, juridiquement cela n'aurait pas de sens puisque l'on ne peut pas voter des dispositions séparant une partie des crédits alors que ceux qui sont inscrits dans le budget européen résultent de décisions auxquelles la France elle-même était partie. Si nous procédions à un tel vote, cette disposition serait écartée par le Conseil constitutionnel ou par la Cour de justice européenne.

Ensuite, et surtout, le message politique porté par cet amendement est déplorable. Une procédure est en cours depuis longtemps et la Turquie fait des efforts pour respecter certains critères avant que nous puissions nous prononcer sur son entrée dans l'Union européenne. J'ajoute que se pose aussi le problème de la capacité de l'Union européenne à accueillir la Turquie et, d'une certaine façon, des critères de l'Europe pour ce faire.

En tout cas, ce qui est sûr, c'est que la Turquie fait d'incontestables efforts. J'y ai séjourné cet été et j'ai pu constater le développement considérable de ce pays, les investissements réalisés dans l'ensemble des régions. Le régime turc est souvent mis en cause, mais il est démocratique. Ce pays essaie de concilier les règles démocratiques et l'islam, dont il a une vision moderne. Il fait des efforts en matière de justice, notamment. Certaines dispositions pénales à l'égard des mineurs ont été récemment adoptées. C'est un pays qui fait des efforts pour reconnaître l'existence des religions minoritaires, notamment les orthodoxes et les catholiques arméniens. Quant à ses



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

positions en matière de politique étrangère, elles sont très proches de celles que la France défendait il n'y a pas si longtemps. J'aimerais d'ailleurs que notre pays défende les mêmes positions que la Turquie sur un certain nombre de dossiers graves ! Adopter cet amendement serait donc une profonde erreur, un message désastreux.

Enfin, sur le plan diplomatique, comment, dans les capitales européennes et en Turquie, ne se poserait-on pas la question de savoir si cet amendement n'est pas en réalité un sous-marin ? S'il était voté, cela affaiblirait considérablement la position de la France vis-à-vis de ses partenaires.

(...)

Marc Laffineur (UMP) : Cet amendement ce n'est, ni plus ni moins, que la remise en cause de la totalité de la politique française étrangère et européenne. La position du Président de la République est extrêmement claire.

Pierre Lellouche : Très claire !

Marc Laffineur (UMP): Il a dit qu'il n'était pas question que la Turquie entre dans l'Union européenne, qu'il était pour un partenariat privilégié, mais qu'il fallait continuer à discuter avec ce pays. L'intérêt bien compris des peuples européens, et de nous Français, c'est que la Turquie se rapproche le plus possible des règles européennes. La rejeter serait extrêmement dangereux pour l'équilibre européen et même pour la paix en Europe.

Je comprends que l'on ait pu avoir envie de déposer un tel amendement pour des raisons de politique intérieure, mais le voter mettrait le Président de la République dans de très grandes difficultés.

(...)

Robert Lecou (UMP) : L'un des problèmes de l'Europe aujourd'hui c'est sa difficulté à assimiler l'élargissement. Je suis de ceux qui pensent que, dans le concert de la mondialisation, l'Europe doit se faire par cercles concentriques.

Mais si l'Europe est un socle de valeurs culturelles, c'est aussi un territoire et des frontières. À cet égard, je ne suis pas favorable à un nouvel élargissement, car je considère que la Turquie est hors des frontières de l'Europe. (...)

Voter cet amendement n'irait pas dans le sens des intérêts de la France, pas plus que dans celui des intérêts de l'Europe. Cela ne correspondrait pas du tout à la diplomatie française. Cependant, cela ne m'empêchera pas d'affirmer ici certains points de vue. D'ailleurs, le référendum qui a été inscrit dans la Constitution me paraît la meilleure des garanties pour les Français. Je demande à Richard Mallié de bien réfléchir. Nous pouvons considérer qu'il n'est pas souhaitable que la Turquie intègre l'Europe, mais ne votons pas un amendement qui aurait pour conséquence de l'humilier ! La Turquie est une grande nation, un grand pays !

(...)

Charles de Courson (NC): Si, monsieur Myard ! Jusqu'à preuve du contraire, les engagements internationaux de la France priment sur le droit national. C'est le peuple français qui en a décidé ainsi.



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Ce débat est donc très relatif. Que l'on vote ou pas cet amendement, cela n'a pas de sens techniquement. Le vrai problème est celui de l'attitude de la France à l'égard d'une éventuelle adhésion de la Turquie. Le Président Sarkozy a été très clair. Moi, je fais partie d'une famille politique qui est contre l'adhésion de la Turquie et pour un partenariat privilégié, comme tous les gens de bon sens. En effet, ne nous y trompons pas, une adhésion de la Turquie ce serait l'abandon de la construction d'une Europe politique. Les libre-échangistes ou les nationalistes,...

(...)

Christophe Caresche (SRC) : Non, parce que le processus d'adhésion n'est pas parvenu à son terme ! La question est de savoir si l'on permet à la Turquie de poursuivre ce processus d'adhésion ou si on lui ferme la porte alors même qu'il n'a pas été mené jusqu'au bout.

Je n'ai pas d'idée arrêtée sur la question de savoir s'il faut que la Turquie intègre ou non l'Union européenne, mais je suis certain, comme M. Garrigue, que le fait d'adopter aujourd'hui un amendement qui remet en cause le processus d'adhésion n'est pas acceptable. Ce serait grave, car cela laisserait entendre que l'attitude de la France est dictée par des considérations purement intérieures et ne tient pas compte de la construction européenne. Car c'est aussi cela qui est en cause, et je souhaite pour ma part que la France poursuive la discussion à ce sujet avec ses partenaires européens.

Je voterai donc personnellement contre cet amendement.

Jacques Myard (UMP) : La question de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne est posée depuis quelque temps dans des termes erronés. En effet, si l'on considère la durée du processus d'adhésion, il est clair que l'Union européenne telle qu'elle existe aujourd'hui n'existera plus dans dix ou quinze ans. C'est une évidence.

Il y a cependant une ambiguïté, et je rejoins sur ce point Richard Mallié, c'est que notre aide à la Turquie est inscrite dans les crédits de préadhésion. C'est une erreur, et il ne faudrait pas parler de préadhésion tant que le processus n'est pas enclenché. Mieux vaudrait donc que Bruxelles inscrive ailleurs ces crédits.

N'oublions pas, quoi qu'il en soit, que la Turquie appartient au système européen : elle appartient au Conseil de l'Europe, à l'OTAN, et est un membre actif de l'Union pour la Méditerranée. Une fois n'est pas coutume, je soutiens donc le Gouvernement lorsqu'il parle de faux signal en matière de politique étrangère.

Mais laissons du temps au temps, car je suis intimement convaincu que, dans quelques années, la question de l'adhésion de la Turquie ne se posera plus dans les mêmes termes. (...) Cela dit, elle est une grande puissance avec laquelle il faudra compter, n'en déplaise aux uns ou aux autres.

Muriel Marland-Militello (UMP) : Permettez-moi de vous dire que nous sommes en pleine hypocrisie politique et diplomatique, ce qui ne nous honore pas devant nos électeurs et nos concitoyens. Nous votons un budget qui concerne l'intégration de la Turquie à l'Union, alors que nous ne voulons pas l'intégrer !

La chose n'est pas nouvelle ; depuis des années nous en sommes au même point. L'Europe elle-même est obligée de constater que la Turquie ne fait aucun progrès vers l'adhésion. Et pour cause !



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Un système parfaitement démocratique et respectueux des droits de l'homme aboutirait inmanquablement, chacun le sait, à porter au pouvoir en Turquie des forces pro-islamiques. C'est inhérent au système turc, que je connais parfaitement. (...) Vous êtes donc hypocrites. Vous votez un budget qui prévoit l'intégration sans vouloir cette intégration. En d'autres termes, vous mentez ! Vous mentez à la Turquie, vous vous mentez à vous-mêmes et vous mentez au monde. Ce n'est pas un bon exemple. De surcroît, il s'agit d'un article dont M. de Courson vient de nous démontrer qu'il ne servait à rien ! Je suis contente que cet amendement ait été déposé, ne serait-ce que parce qu'il permet de montrer la réalité de votre hypocrisie ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

(...)

Jean Gaubert (SRC) : Depuis que ce débat a commencé, on a entendu tout et n'importe quoi. C'est d'autant plus malheureux que Richard Mallié semble ne pas avoir bien compris ce qu'ont dit mes collègues et que je vais répéter. Comme la plupart des parlementaires, les socialistes s'interrogent sur le cas turc. En revanche, nous sommes sûrs d'une chose, c'est que nous avons intérêt à tisser des liens avec la Turquie. (...) En d'autres temps, il me semble d'ailleurs que la France s'est montrée plus ouverte qu'aujourd'hui, et si l'UMP a décidé de fermer la porte à la Turquie, c'est son problème, mais mieux aurait valu, dans ce cas, qu'elle commence par avoir un débat interne sur ce sujet.

Nous estimons, nous, qu'interrompre les discussions avec les Turcs serait un manquement à la parole donnée par plusieurs gouvernements. Quant aux conclusions de ces discussions, comment les deviner avant d'avoir étudié les éléments de convergence ? On peut aboutir à une adhésion, comme à une aide apportée à la Turquie pour qu'elle devienne le pilier d'une organisation moyen-orientale dont nous avons grandement besoin.

La majorité, quoi qu'il en soit, ferait bien de se concerter pour adopter une position cohérente, surtout dans cette période où le Président de la République prend des initiatives à l'extérieur pour regagner du crédit à l'intérieur. Je crains que le débat que vous avez lancé ne soit un mauvais service que vous lui rendez, à la veille du G8 et du G20.

(...)

François Asensi (GDR) : Quoi qu'il en soit, le processus de discussion doit continuer avec la Turquie, avant que nous arrêtons une position définitive. La façon qu'a M. Mallié de dire que la gauche est favorable à l'intégration, tandis que la droite y est défavorable est un peu manichéenne.

(...)

François de Rugy (GDR*) : Vous parlez de cohérence. Sans doute vous adressez-vous en priorité à vos amis de l'UMP et du Gouvernement. Car c'est vous qui tenez depuis plus de trois ans un double langage. Nicolas Sarkozy, lorsqu'il était candidat à l'élection présidentielle, a fait campagne, avec force déclarations, contre l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ; à peine élu, le voilà rangé aux arguments de ses partenaires européens, favorables, eux, sinon à l'entrée de la Turquie dans l'Union, du moins à la poursuite des négociations.



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE

Bureau de Représentation à Paris

Vous voulez continuer à entretenir la flamme antiturque, mais nous voterons contre votre amendement, monsieur Mallié, car nous refusons de nous situer dans cette perspective. Les écologistes ont toujours été clairs sur le sujet : nous n'avons aucune opposition de principe à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, donc à la poursuite des négociations entre l'Union et la Turquie, lesquelles ont beaucoup fait progresser la Turquie dans nombre de domaines.

Mais pour nous, il y a des préalables à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne : d'une part, du côté de la Turquie, quant à la reconnaissance du génocide arménien, aux Kurdes et aux questions de ce type ; d'autre part, dans l'Union européenne elle-même : nous dénonçons, une fois de plus, le fait qu'on ait privilégié l'élargissement par rapport à l'approfondissement. (...)

Nous avons toujours dit qu'il fallait procéder à l'approfondissement et ensuite seulement à l'élargissement. C'est là un débat sur l'Union européenne, et non sur la Turquie. Nous voterons donc contre cet amendement.

*[*GDR : Groupe Gauche, démocrate et républicain]*

Pierre Lellouche, secrétaire d'État : Pendant ces quatre heures de discussion, nous avons pu mener deux débats passionnants, l'un sur le mécanisme de sauvegarde de la zone euro, sujet important qui fera l'objet d'autres discussions en fin de semaine, et l'autre sur cet amendement de M. Mallié, que je remercie...

François de Rugy (GDR) : Très sincèrement !

Pierre Lellouche, secrétaire d'État : ... d'avoir provoqué une discussion de fond sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Là n'est pas le débat, d'ailleurs. (...) Le Gouvernement est contre l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, les choses sont bien claires.

Mais j'interviens sur deux points. D'abord, madame Marland-Militello, avec toute l'affection que je vous porte, je ne peux pas laisser dire que le Gouvernement ment. Dire de telles choses, ce n'est rendre service ni au Gouvernement, ni au Président de la République, ni à la politique étrangère de la France. (...)

Quelle est notre position ? A Copenhague, la France, comme la quasi-totalité des pays de l'Union, avait accordé le statut de candidat à la Turquie. Ce statut, personne ne l'a remis en cause. Simplement, ce que nous avons dit, c'est que nous sommes contre l'adhésion. La négociation continue car nous considérons qu'il est dans l'intérêt de la France qu'elle continue. C'est aussi dans l'intérêt des Turcs d'élever le niveau de la démocratie chez eux, et ils nous le demandent.

C'est également l'intérêt de nos relations bilatérales. Au passage, je rappelle que la Turquie est un pays où il y a, excusez du peu, une université francophone – j'y ai enseigné – et cinq lycées francophones ; nous y sommes le quatrième investisseur et nous y avons des intérêts économiques stratégiques majeurs. Ce pays se développe avec un taux de croissance de 9 %. C'est une puissance émergente importante sur le continent européen, qu'il nous faut considérer comme tel. En politique étrangère, – monsieur Perruchot, je ne suis pas aveugle sur ce que fait mon homologue Ahmet Davutoglu – nous suivons avec beaucoup de soin le déploiement de l'influence turque depuis le Maghreb et l'Afrique noire jusqu'en Asie centrale. (...)



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Ce pays aspire à être un hub, comme l'on dit, dans le domaine énergétique. Il a une politique de puissance régionale, avec des positions qui ne sont pas exactement les nôtres par exemple sur l'Iran ou sur l'affaire de la flottille à Gaza. Nous suivons cela avec beaucoup d'attention et nous considérons que la Turquie est un acteur clé en Europe ; là n'est pas la question.

Face à cela, la position du Gouvernement, je le répète, est absolument claire : la France est pour la relation la plus étroite possible, dans le cadre d'un partenariat stratégique, avec la Turquie, comme nous aspirons à un tel partenariat avec l'Ukraine ou avec un grand pays comme la Russie.

Toute autre question sur l'adhésion n'a pas lieu d'être. Maintenant que M. Mallié a obtenu un débat fort intéressant sur ce sujet, je préférerais qu'il retire son amendement. »

Exposé sommaire de l'amendement N° I – 73 sur l'article 46 de la Loi de Finances pour 2011(aide financière de préadhésion attribuée à la Turquie) – 14 octobre

Amendement présenté par M. Mallié (UMP), M. Bodin (UMP), Mme Marland-Militello (UMP), M. Bernier (UMP), Mme Besse(Député n'appartenant à aucun groupe),Mme Boyer (UMP), M. Breton (UMP), M. Calmégane (UMP), M. Carayon (UMP), M. Decool (UMP), Mme Delong (UMP),M. Depierre (UMP), M. Dhuicq (UMP), M. Domergue (UMP), M. Dord (UMP), M. Garraud (UMP), M. Gatignol (UMP), M. Gest (UMP), M. Gilard (UMP), M. Ginesy (UMP), M. Gonnot (UMP), M. Hillmeyer (NC),Mme Joissains-Masini (UMP), M. Labaune (UMP), M. Lazaro (UMP), M. Lezeau (UMP), M. Luca (UMP), M. Ménard (UMP), M. Meunier (UMP), M. Mothron (UMP), M. Perruchot (NC), Mme Poletti(UMP),Mme Pons (UMP), M. Remiller(UMP), M. Roatta(UMP), Mme Rosso-Debord(UMP), M. Siré(UMP),M. Souchet(Député n'appartenant à aucun groupe), M. Suguenot(UMP), M. Teissier(UMP), M. Terrot(UMP), M. Tian(UMP), M. Vanneste(UMP),M. Verchère(UMP), M. Vitel(UMP), M. Michel Voisin(UMP), M. Zumkeller(UMP)

Amendement rejeté :

« Il s'agit d'un amendement de cohérence avec la politique européenne du Président de la République qui a affirmé à de nombreuses reprises que « la Turquie n'a pas vocation à devenir membre de l'Union européenne ».

Tous les sondages réalisés en France vont dans le même sens : oui à un partenariat privilégié avec la Turquie, non à une adhésion turque. En janvier 2010, encore plus de 65% des Français se déclaraient hostiles à une telle adhésion. D'ailleurs, aujourd'hui, seulement 38% des Turcs sont favorables à une adhésion à l'Union Européenne !

Dernièrement, le président de la commission européenne, José Manuel Barroso, a même évoqué de « profondes interrogations sur l'adhésion de la Turquie » à l'Union européenne « en raison de différences culturelles ».

En dépit de cette réalité, en 2011, la France verse à la Turquie près de 129 millions d'euros en vue de son adhésion, soit 887 millions d'euros sur sept ans (2007-2013).



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

La Cour des comptes européennes a d'ailleurs épinglé cette année la Turquie sur ce sujet puisque seuls 30% des objectifs du calendrier de préadhésion avaient été atteints par ce pays.

Compte tenu de la situation financière dans laquelle se trouve notre pays, il est important de mettre fin à ce paradoxe politico-budgétaire !

Par conséquent, le présent article prévoit de diminuer le prélèvement sur recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes d'un montant représentant la part de la France dans l'aide financière de préadhésion attribuée à la Turquie.

Cette aide étant fixée à 653,7 millions d'euros pour l'année 2011, le présent article prévoit de diminuer le prélèvement sur recettes de l'État de 109,167 millions d'euros.

Cette diminution représente environ 16,7 % de l'aide qui sera versée, ce qui correspond à l'estimation de la part de la contribution française au budget communautaire pour l'année 2011. »

Exposé sommaire de l'amendement N° I – 74 Rect. sur l'article 47 et Etat A de la Loi de Finances pour 2011(aide financière de préadhésion attribuée à la Turquie) – 14 octobre

Amendement présenté par M. Mallié (UMP), M. Bodin (UMP), Mme Marland-Militello (UMP), M. Bernier (UMP), Mme Besse(Député n'appartenant à aucun groupe),Mme Boyer (UMP), M. Breton (UMP), M. Calmégane (UMP), M. Carayon (UMP), M. Decool (UMP), Mme Delong (UMP),M. Depierre (UMP), M. Dhuicq (UMP), M. Domergue (UMP), M. Dord (UMP), M. Garraud (UMP), M. Gatignol (UMP), M. Gest (UMP), M. Gilard (UMP), M. Ginesy (UMP), M. Gonnot (UMP), M. Hillmeyer (NC),Mme Joissains-Masini (UMP), M. Labaune (UMP), M. Lazaro (UMP), M. Lezeau (UMP), M. Luca (UMP), M. Ménard (UMP), M. Meunier (UMP), M. Mothron (UMP), M. Perruchot (NC), Mme Poletti(UMP),Mme Pons (UMP), M. Remiller(UMP), M. Roatta(UMP), Mme Rosso-Debord(UMP), M. Siré(UMP),M. Souchet(Député n'appartenant à aucun groupe), M. Suguenot(UMP), M. Teissier(UMP), M. Terrot(UMP), M. Tian(UMP), M. Vanneste(UMP),M. Verchère(UMP), M. Vitel(UMP), M. Michel Voisin(UMP), M. Zumkeller(UMP)

Amendement tombé :

« Cet amendement a pour objet de mettre en coordination l'article d'équilibre avec la diminution du prélèvement sur recettes de l'État au profit des Communautés européennes de 129 000 000 €, représentative de la contribution de la France à l'aide financière de préadhésion attribuée à la Turquie en 2011. »



**COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES DE L'ASSEMBLEE
NATIONALE**

Extrait de l'examen en commission de l'avis présenté par Jean-Michel Boucheron (SRC) sur le projet de loi de finances pour 2011 : Défense (action contre la pauvreté /croissance économique turque) – 14 octobre

Jean-Paul Lecoq (GDR) : «Quand on prépare un budget militaire, il faut des objectifs et avoir identifié ses adversaires. Quels sont-ils ? Le rapporteur a parlé du renforcement des efforts de la Chine sans la considérer comme un ennemi. Il a aussi parlé du bouclier antimissiles et des risques venant de l'Iran. C'est effectivement une zone sensible, mais il a aussi dit qu'il n'y aurait plus de guerres d'Etats. Je partage cette opinion. Cela étant, avant d'être en mesure de répondre à la mise en cause de notre sécurité, sans doute serait-il préférable d'accorder davantage d'aide à certains Etats pour qu'il ne soit plus nécessaire pour eux de se mettre dans une situation d'agression. (...) On ne sent pas dans ce budget que le nécessaire soit fait pour la protection de nos soldats sur les théâtres où nous intervenons. Quant à la question de la guerre technologique, nous ne pouvons pas la soutenir. (...) Il nous faut soutenir notre action contre la pauvreté. Je note aussi que le rapporteur a démontré que ce que nous disions depuis toujours sur l'OTAN était fondé et que, plus largement, l'Europe que l'on nous impose n'est pas celle qu'il nous faut. Tous les arguments le montrent, les uns après les autres, budget après budget. Nous voterons bien sûr contre ce budget qui est contraire à notre philosophie. »

Jean-Michel Boucheron (SRC), rapporteur pour avis : « (...) Quant à l'exhortation à combattre la misère que vous avez formulée, je suis d'accord avec vous. Prenez l'exemple de l'immigration turque : avant les Turcs venaient en Europe pour trouver du travail, aujourd'hui les Turcs établis en Europe retournent en Turquie chercher un emploi. Avec une croissance annuelle de dix pour cent (contre un pour cent pour l'Europe), la Turquie est bien plus attractive. Notre position vis-à-vis de ce pays et de sa place en Europe pourrait d'ailleurs être discutée. (...) »

Extrait de l'examen en commission de l'avis présenté par Roland Blum (UMP) sur le projet de loi de finances pour 2011 : Prélèvement européen (aide financière de préadhésion attribuée à la Turquie) – 14 octobre

François Rochebloine (NC) : « Sur la question des pré-adhésions, il y a une baisse régulière ; quels sont les pays concernés et qu'en est-il de la Turquie ? »

Roland Blum (UMP), rapporteur pour avis. « Les pays concernés sont les Balkans occidentaux et la Turquie, le montant global prévisionnel de l'instrument d'aide de pré-adhésion étant de l'ordre de 1,5 milliard d'euros en 2011. »



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Extraits de l'audition du ministre des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner (réforme constitutionnelle en Turquie et diplomatie turque) – 14 septembre

« **Marie-Louise Fort (UMP)** : Les États-Unis ont manifestement repris la main. Lors de notre visite à Jérusalem et à Ramallah dans le cadre d'une mission sur la Turquie, les responsables ont d'ailleurs souligné le manque de réactivité de l'Europe.

Que vous inspire le référendum qui s'est tenu en Turquie dimanche dernier, eu égard, notamment, au rôle que ce pays entend jouer dans les négociations au Proche-Orient ?

(...)

Dominique Souchet (Député n'appartenant à aucun groupe) : Votre porte-parole, monsieur le ministre, a fait une déclaration un peu sibylline au sujet du résultat du référendum turc, indiquant que le Gouvernement français en avait « pris note ».

La réforme constitutionnelle qui en découlera bouleversera l'équilibre des pouvoirs en Turquie. Y a-t-il vraiment lieu de s'en réjouir ? Derrière le formalisme des avancées démocratiques, cette réforme affaiblira les composantes qui, jusqu'à présent, garantissaient la nature laïque du régime, sans toucher à la barrière « anti-kurde » des 10 % aux élections législatives.

(...)

Bernard Kouchner: (...) La participation au référendum a été élevée et le résultat très positif pour l'AKP, parti de M. Erdogan. La France est évidemment favorable à toute avancée démocratique. Le parti qui fut autrefois islamique était peu satisfait de l'équilibre des pouvoirs, et la place de l'armée, garante historique de la laïcité mais accusée de corruption, a été battue en brèche. La réforme doit maintenant être mise en oeuvre et les pouvoirs doivent trouver un juste équilibre.

Devait-on par ailleurs s'attendre, après l'épisode douloureux de la flottille, à une rupture des relations diplomatiques entre Israël et la Turquie ? Je ne le crois pas. Au demeurant l'influence réelle de la diplomatie turque ne se mesure pas à ses succès - car elle s'est attaquée à des problèmes particulièrement difficiles -, mais à la grande pugnacité de ses entreprises, de l'Afghanistan aux Balkans et du Moyen-Orient à l'Afrique. En terme de personnel, la diplomatie turque, en pleine expansion, est désormais l'égale de celle de l'Espagne, et mon homologue, M. Davutoglu, se montre très actif. (...) »



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

**COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LÉGISLATION
ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

Extrait de l'avis présenté par Eric Diard (UMP) sur le projet de loi de finances pour 2011: Immigration, Asile et Intégration (transit des migrants irréguliers via la Turquie) – 14 octobre

« (...) Les principales zones d'origine des flux d'immigration irrégulière : (...) »

Le Moyen-Orient, lui, continue d'alimenter les flux de migrants irréguliers désireux de parvenir dans les îles britanniques et les pays scandinaves. La Turquie joue à cet égard un rôle de plaque tournante pour les transits de ressortissants irakiens, iraniens et afghans vers l'espace Schengen. Le mode opératoire consiste le plus souvent à franchir la frontière turco-grecque ou turco-bulgare avant d'emprunter, à l'aide de documents frauduleux ou falsifiés, des liaisons aériennes depuis les grands aéroports du territoire hellène. (...) »



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Question de Danielle Bousquet (SRC) sur l'inscription de la Turquie sur la liste des pays d'origine sûrs - 23 mars & Réponse du ministère des Affaires étrangères et européennes – 5 octobre

Q : « Mme Danielle Bousquet attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères et européennes sur la décision prise par le conseil d'administration du 13 novembre 2009 de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides de modifier la liste des pays d'origine sûrs en y ajoutant la Turquie. Elle lui demande de lui indiquer quelle a été la position du représentant du ministère des affaires étrangères lors de ce conseil d'administration sur cette décision. »

R : « La question de l'inscription de la Turquie sur la liste des pays d'origine sûrs a fait l'objet d'un débat, le 13 novembre 2009, lors du conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) dont la teneur et les positions prises par ses membres sont confidentielles. Le débat a fait ressortir un consensus des membres présents sur les progrès sensibles accomplis par la Turquie, au cours des dernières années, qui la rapprochent progressivement des standards européens. « L'ouverture démocratique » lancée par le gouvernement turc, en août 2009, vise ainsi à créer une dynamique en faveur du droit des minorités, notamment kurde. Le nombre des recours déposés devant la Cour européenne des droits de l'Homme demeure cependant assez élevé, et montre que le respect des libertés démocratiques souffre encore de fréquentes défaillances. À l'issue du débat, le conseil a procédé à un vote relatif à l'inscription de la Turquie sur la liste des pays d'origine sûrs. L'inscription a été adoptée par 7 voix favorables et 3 abstentions. La liste ainsi adoptée a, par la suite, fait l'objet d'un recours. Par ordonnance du 26 février 2010, le Conseil d'État, statuant en référé, a rendu une ordonnance rejetant, pour défaut d'urgence, le référé-suspension déposé par huit associations (CE, réf., 26 février 2010, Amnesty international France et a.). Ces associations, Amnesty international France, la Cimade, le Gisti, Elena, DOM asile, l'APSR, la Ligue des droits de l'Homme (LDH) et l'ACAT avaient demandé la suspension de la décision de l'OFPRA du 13 novembre 2009, fixant la liste des pays d'origine sûrs (ajout de l'Arménie, la Serbie et la Turquie), au regard des conditions prévues par les dispositions communautaires applicables. Par décision du 23 juillet 2010, le Conseil d'État, statuant sur le recours de ces huit associations, a procédé au retrait de la liste de l'Arménie, de Madagascar, de la Turquie et du Mali. Pour ce dernier pays, la mesure de retrait ne s'appliquera qu'aux femmes. »

Question d'Axel Poniatowski (UMP) sur la répartition des personnes qui obtiennent la nationalité française par naturalisation (citoyens d'origine turque) - 29 juin & Réponse du Ministère de l'Immigration, intégration, identité nationale et développement solidaire – 28 septembre

Q : « M. Axel Poniatowski appelle l'attention de M. le ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire sur la politique de naturalisation. Il



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

souhaiterait savoir quelle est la répartition par pays d'origine des personnes qui obtiennent la nationalité française par naturalisation, et l'évolution de cette répartition depuis 1997. »

R : « Entre 1997 et 2009, un peu plus d'un million de personnes (dont près de 92 000 en 2009) ont pu acquérir ou recouvrer la nationalité française au bénéfice de leur naturalisation ou, pour des mineurs, de celle de l'un de leurs parents. L'examen des nationalités d'origine les plus importantes de ces nouveaux compatriotes sur cette période fait apparaître une concentration importante et constante de l'effectif des naturalisés sur les pays du Maghreb (Maroc 24,9 % ; Algérie 17,4 % ; Tunisie 7,5 %) et la Turquie (7,5 %). Si le Portugal a constamment occupé le 5e rang des pays d'origine des naturalisés entre 1997 et 2008 (3,4 % sur la période), il a perdu cette place en 2009 (2 800 naturalisés, 9e rang) au bénéfice de la Russie, qui ne figure pour sa part parmi les 15 premières nationalités représentées que depuis 2006 (plus de 3 700 naturalisés en 2009, soit 4 % du total ; 1,2 % sur la période 1997-2009). Si les données chiffrées portant sur des effectifs et des durées moindres peuvent paraître moins significatives, on relèvera cependant que certaines situations, telles celle d'Haïti (7e rang sur la période), sont globalement constantes (11e rang en 1997 comme en 2009), alors que des évolutions plus contrastées peuvent être constatées par ailleurs. Ainsi, des États qui figuraient au rang des premiers pays d'origine des naturalisés à la fin des années 1990 ne s'y trouvent plus aujourd'hui. Tel est notamment le cas du Cambodge (plus de 2 000 naturalisés par an jusqu'en 2000, moins de 1 000 depuis 2007) ou du Vietnam (plus de 2 000 naturalisés en 1997, un peu plus de 500 en 2009). Ils y ont été remplacés par des pays comme la Russie, la Serbie (près de 3 000 naturalisés en 2008 comme en 2009) ou le Sénégal (moins de 800 naturalisés par an entre 1997 et 2001, plus de 2 000 en 2008 et en 2009). »



MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES

Point de presse : Accident de bus des touristes français à Antalya – 29 octobre

« Je voulais également faire le point avec vous sur un drame de la circulation qui s'est déroulé hier en Turquie, qui nous a beaucoup mobilisés aussi bien ici à Paris au Centre de crise du ministère des Affaires étrangères et européennes qu'à notre ambassade à Ankara. Il y a eu un grave accident hier dans la région d'Antalya entre un autobus dans lequel il y avait 25 touristes français et un véhicule léger. C'est un accident très grave puisque l'un des occupants du véhicule léger qui a heurté l'autobus est décédé.

En ce qui concerne les 25 touristes français, 5 personnes sont en soins intensifs, 9 personnes en soin et observation, 3 personnes qui s'apprêtent à sortir de l'hôpital. Dès le départ, tous nos compatriotes avaient été placés dans des hôpitaux grâce à la diligence et au professionnalisme des autorités turques. 7 personnes en sont déjà sorties.

D'après les informations qui ont été réunies par le Centre de crise, un avion, affrété par la compagnie d'assurances Axa, devrait partir aujourd'hui du Bourget avec à son bord un médecin, un infirmier, 2 psychologues et 2 logisticiens. Il se rendra sur place et ramènera nos compatriotes en état de voyager. Une autre rotation dans les prochaines 48 heures pourrait également intervenir. Il est évident que nos ressortissants qui ont été sérieusement blessés dans cet accident ne pourront pas revenir tout de suite et devront faire l'objet d'une hospitalisation prolongée.

Je vous rappelle donc ce que nous avons fait dès que nous avons eu ces informations en provenance de Turquie :

- l'ouverture d'une cellule de crise à notre ambassade à Ankara dirigée par notre ambassadeur, Bernard Emié,
- la montée en puissance de la mobilisation de notre Centre de crise, ici
- l'envoi sur place à Antalya du consul de France à Ankara,
- le contact permanent avec l'agence de voyage, la compagnie d'assurances, les autorités turques et avec les familles.

Nous présentons nos condoléances aux autorités turques pour le décès de leur compatriote qui a perdu la vie dans cet accident. D'autre part, nous souhaiterions les remercier très officiellement car toutes les autorités turques qui sont intervenues dans ce drame, que ce soit la gendarmerie, la préfecture d'Antalya et les autorités sanitaires, médicales, hospitalières ont été particulièrement professionnelles, engagées, disponibles et présentes sur le terrain au côté de toutes les victimes de cet accident de la circulation. »



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Propos du ministre français des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner, en visite en Turquie, lors de la conférence de presse jointe avec le ministre turc des affaires étrangères Ahmet Davutoğlu – Ankara, 12 octobre

« Merci Monsieur le Ministre.

Vous avez vu que nous nous aimons bien. Nous nous connaissons très bien, et rien que ce dernier mois nous nous sommes rencontrés quatre fois : au Gymnich, à l'Assemblée générale des Nations unies, ici, et jeudi nous allons nous retrouver à l'OTAN. Et je ne retire pas un mot de ce qui a été dit par le ministre Davutoglu. Si l'on considère les sujets bilatéraux, européens, ou encore plus larges qui ont été abordés la France et la Turquie sont, en général, tout à fait d'accord. Et certains donnent l'impression que nous nous entendons mal ! Ce n'est pas vrai. Nous nous entendons bien. Restent quelques problèmes européens, je le reconnais.

Alors cette visite était pour moi très importante, je tenais à venir à Ankara pour faire une visite approfondie. Et nous avons beaucoup parlé avec Ahmet, hier soir trois heures, ce matin encore et toute la journée, indépendamment de l'inauguration d'un très grand lycée, d'un très beau lycée et d'un centre culturel. Ce sont des activités qui prouvent que nous sommes ensemble dans tous les domaines. Et comment pourrait-il en être autrement quand nous avons un si bon ambassadeur, une si bonne équipe pour travailler, les deux diplomaties travaillent très bien ensemble.

La visite du président Gül, comme la visite du Premier ministre Erdogan à Paris, furent des grands succès. La Saison de la Turquie à Paris, cela a été véritablement un évènement culturel. Un évènement culturel. Bernard Emié, mon ambassadeur, que je viens déjà de féliciter une fois a beaucoup travaillé à cela.

Nous souhaitons plus d'investissements turcs en France, nous souhaitons plus d'investissements français en Turquie. Il y a des choses que nous devons améliorer bien sûr, et c'est pour cela qu'avec le Ministre Davutoglu, nous voulons faire des projets communs, des projets ensemble et en particulier en Afrique. Nous sommes ensemble dans bien des endroits. En Asie centrale, évidemment dans les Balkans, nous n'arrêtons pas d'être ensemble et je voudrais, je souhaite, et Ahmet aussi, que nous fassions ensemble de grands projets en Afrique. J'ai l'impression que les Français et les Turcs en Afrique, et peut-être avec les Anglais, pourraient réaliser de grandes choses pour les Africains, avec les Africains. Il y a beaucoup d'autres endroits dont je voudrais vous parler où nous pouvons travailler ensemble. Nous avons parlé de l'Afghanistan, nous avons parlé des Balkans où nos approches sont véritablement communes mais nous n'avons pas le temps.

Je voudrais vous dire un mot sur la lutte contre le terrorisme. C'est un combat nécessaire que nous devons mener, la Turquie et la France ensemble. Et la visite du responsable des services turcs de renseignement qui a été en France il y a quelques jours est un exemple supplémentaire de ce travail. Ce combat sera mené fermement en Turquie comme en France et avec d'autres alliés. Il faut bien que les terroristes sachent qu'ils ne nous impressionnent pas et que nous ne sommes pas enclins à nous laisser faire. Il y a des menaces ces temps-ci. Nous sommes disposés et vigilants tous les jours, toutes les nuits d'un côté comme de l'autre. D'un côté comme de l'autre, et d'ailleurs, nous sommes du même côté. Nous sommes le deuxième investisseur étranger en Turquie. Les entreprises françaises emploient cent mille personnes en Turquie. Il faudrait quand



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

même augmenter notre commerce bilatéral. La France et la Turquie sont des pays qui travaillent véritablement ensemble, tous les jours, avec une présence certaine et beaucoup de dynamisme.

Je voudrais finir par l'Europe. Vous connaissez la position de la France. Et nous sommes prêts, comme l'a demandé le ministre des Affaires étrangères turc, à aider. Il reste trois chapitres à ouvrir facilement, trois chapitres pour que l'Union européenne puisse se rapprocher de vous et vous de l'Union européenne. Le premier, c'est la concurrence. Ce chapitre devrait pouvoir être ouvert avant la fin de l'année. Nous en sommes partisans mais ce sont les Belges qui sont à la présidence et ils désirent le faire. Donc ça c'est un chapitre très important. Et puis il y a la politique sociale et l'emploi, qui devrait pouvoir être ouvert l'année prochaine. Et encore un chapitre sur la réforme des marchés publics. Donc il y a encore devant nous du travail pour que cela devienne une réalité. Encore une fois, nous en parlons très souvent, Ahmet Davutoglu et moi-même. Pour le moment, la balle est de votre côté. Il faut qu'un certain nombre de réformes soient accomplies par votre pays afin que ces trois chapitres puissent être ouverts, et d'abord la concurrence. Je sais que cela n'est pas facile, que vous sortez de période électorale, que vous en avez d'autres qui se préparent devant vous, mais il faut que chacun fasse cet effort-là.

Q - Je voudrais savoir si vous avez arrêté une date pour la visite de M. Sarkozy à Ankara.

R - Non. J'ai déjà répondu. Cela devait être avant la fin de l'année, cela se fera donc plutôt au début de l'année prochaine.

Q - (A propos de Chypre)

R - Nous avons beaucoup parlé de Chypre, le ministre Davutoglu et moi-même, et nous avons décidé d'une attitude beaucoup plus proactive face à ce problème qui a été, vous le savez, discuté, pris en charge, donc médiatisé très souvent.

Q - La Commission mise en place par le Comité des droits de l'Homme des Nations unies a publié un rapport sur l'affaire du Mavi Marmara. Lorsque ce rapport a été voté aux Nations unies, la France s'est abstenue. Comment expliquez-vous cette abstention de la France ? M. Davutoglu et la Turquie ont eu une réaction très virulente contre cette décision. M. Davutoglu a dit «comment ces ministres (européens) vont-ils expliquer cette décision selon leur conscience ?». Comment vous arrangez-vous avec votre conscience sur cette décision ?

R - Je vous remercie de vous intéresser à ma conscience, Monsieur. Elle survit. Oui, c'était un épisode douloureux que nous avons condamné fermement. C'est-à-dire que l'attaque de cette flottille, la façon dont cela s'est déroulé, tous ces événements étaient très fâcheux et nous les avons condamnés, la France la première. Et d'ailleurs mon directeur de l'Information M. Bernard Valero qui le premier l'a condamné, et moi aussi, est là.

En effet nous avons décidé au Comité des droits de l'Homme que tous les pays européens s'abstenaient. Ce que nous avons fait car il y a une manière parfois de décision qui nécessite discussion et l'Union européenne est restée ferme. Cela ne veut pas dire que nous ignorions ou que nous négligions le problème de Gaza. Au contraire. Nous en avons parlé ces deux derniers jours. Et pas seulement parlé, fait aussi ! Le seul centre culturel, le seul hôpital qui existe encore à Gaza c'est la France qui le maintient. Le moins qu'on puisse dire, et Ahmet et moi y avons consacré encore les deux derniers jours, c'est que ce n'est pas un problème facile à régler, même



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

si on en connaît toutes les solutions. Cela fait soixante ans que nous essayons de régler ce problème.

Et parfois les ministres pour régler, ou pour tenter de régler, d'apaiser les tensions, nous ne devons pas nous conduire comme des militants des droits de l'Homme. Pour certains c'est plus difficile que pour d'autres. Je fais partie de ces certains. Et si nous avions le temps, nous vous dirions, M. Davutoglu et moi, ce que nous pensons de la fragilité de la paix dans cette région et de la nécessité absolue de nous y impliquer, ce que nous avons fait tous les deux encore, hier, avant-hier etc. J'ai moi-même organisé beaucoup de bateaux pour forcer beaucoup de blocus. Est-ce que cela a participé à la paix ou au contraire compliqué les choses... Cela dépend des cas. En tout cas, je sais et le ministre des Affaires étrangères turc le sait aussi, qu'il faut un Etat palestinien au plus vite.

Merci beaucoup. »

Discours du ministre français des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner, en déplacement en Turquie, lors de l'inauguration de l'Institut Français d'Ankara – 12 octobre

« Monsieur l'Ambassadeur de France en Turquie, Cher Bernard,
Messieurs les Parlementaires,
Monsieur le Maire,
Mesdames et Messieurs,

L'inauguration de ce nouveau bâtiment marque la renaissance de l'Institut français de Turquie à Ankara. C'est là un gage de confiance supplémentaire de l'amitié et de l'avenir de nos relations qui, bien sûr, j'en suis convaincu, se nourrissent du dialogue entre nos cultures, nos valeurs, nos savoirs partagés et nos identités. L'Institut français c'est un Institut où l'on rencontre la culture turque. C'est à partir de la culture turque que nous pouvons composer la culture française.

Vous avez longtemps attendu ce nouvel Institut, ce nouvel espace de francophonie, depuis l'évacuation, en 1999, du bâtiment historique du quartier de Kizilay, à la suite du terrible tremblement de terre qui secoua le pays. Je suis sûr que vous apprécierez cet espace, ce nouveau bâtiment, qui vient dans la tradition d'excellence de l'Institut français d'Ankara, depuis plus de cinquante ans. Et donc ce développement d'Ankara est une pièce fantastique, tellement spectaculaire quand on voit changer cette ville Si l'on ne vient pas pendant deux ans, on voit qu'elle a changé. Eh bien, il faut accompagner ce changement. Je crois que cet Institut pourra le faire, en accompagnant la mue, la transformation de la Turquie.

Je vous ai dit l'importance que j'attache à ce nouvel Institut puisqu'il est le premier de ce nouveau dispositif, le premier né de la réforme, de ces 143 Instituts qui s'ajouteront, je l'ai dit, aux plus de 800 alliances françaises avec un statut différent, avec une proposition différente, avec un fonctionnement différent. En réunissant dans un même espace les Services de coopération et d'action culturelle de l'ambassade, la Mission de coopération éducative et linguistique, l'Agence Campus France, ainsi que les cours de français et diverses manifestations organisées à Ankara, cette offre culturelle française située dans un même lieu va, je crois, pouvoir satisfaire toutes les exigences. Elle sera visible, elle sera cohérente. Je dois donc remercier un certain nombre de gens, d'abord la célèbre architecte turque, Gül Güven, et la designeuse française architecte d'intérieur



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

qui n'a pas pu être avec nous aujourd'hui, Constance Guisset. Je dois aussi remercier la société qui a conçu tout cela, Art Yapi, et son directeur général, Orhan Ozmen qui s'est impliqué personnellement et qui a réalisé la performance de livrer le bâtiment après seulement cinq mois de travail.

Cette inauguration s'inscrit aussi dans le remarquable succès de la Saison de la Turquie en France. Et je vous rappelle que cette année fut triomphante, elle a duré dix mois, elle a rencontré un très grand succès et je dois remercier tous ceux qui y ont participé et en particulier les équipes ici réunies, non seulement de mon cabinet, mais aussi du ministère des Affaires étrangères à Paris et particulièrement des ambassades qui ont travaillé à cela.

Je viens de quitter votre président Gül et j'ai évidemment remercié le président pour son inauguration de la Saison de la Turquie en France qui fut un grand succès en octobre 2009 et je vous rappelle aussi que le Premier ministre Recep Erdogan a clos cette année en avril 2010, et si le ministre, Egemen Bağış, était encore là je le remercierais une fois de plus car c'est lui qui a donné cette impulsion décisive à cette Saison de la Turquie en France.

La France a ouvert son cœur et ses bras à la Turquie et je vous annonce ici, dans cet Institut français que le gouvernement turc a décidé d'ouvrir prochainement un Institut culturel «Yunus Emre» à Paris et que cette idée nous fait très plaisir.

Je sais que les directeurs des antennes d'Istanbul et d'Izmir sont là. Je salue ces directeurs, je sais qu'ils rencontrent déjà un grand succès ; poursuivez donc votre action. Je voudrais aussi saluer l'Alliance française d'Adana, parce que c'est notre partenaire, désormais institutionnel. Il y aura des programmes communs, des initiatives de part et d'autre, nous allons marier tout cela sans contrainte et en toute liberté. Signer une convention avec des Alliances françaises, cela ne veut pas dire diriger des Alliances françaises, surtout pas.

Je suis sûr qu'à travers vous, la culture française continuera de rayonner en Turquie et à travers le monde. Mais en Turquie, très singulièrement, peut-être même rayonnera-t-elle davantage grâce à cet Institut, grâce à vous. C'est une belle tâche que vous avez devant vous : tout d'abord de construire un pont entre ces deux pays, ces deux peuples, ces deux cultures, et puis de vous consacrer davantage encore à la culture française - considérée comme mythique, novatrice et, en même temps, profondément ancrée dans la tradition française - qui est attendue partout. C'est un peu ce qu'a dit tout à l'heure mon ami Bağış.

Je vous remercie beaucoup, merci Monsieur l'Ambassadeur. »

Déclaration du ministre français des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner, en déplacement en Turquie, lors de l'inauguration de l'Institut Français d'Ankara – 12 octobre

« Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs
Mesdames et Messieurs les Personnalités,
Et vous Chers Amis,

Je vais être extrêmement court parce que le ministre turc, M. Egemen Bağış, doit se rendre au Parlement et qu'il sera l'occasion de remercier un peu plus tard les personnes qui méritent d'être remerciées pour cette belle réalisation, pour cet Institut français. Egemen a dit des choses très



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

justes. Il a dit que quand on a affaire à certaines notions de la culture cela permettait de rester français, et que quand on avait une certaine notion de la rigidité cela permettait aussi de rester français. J'ai trouvé que ces deux caractéristiques se complétaient parfois très bien, parfois très mal. Et je remercie mon ami d'avoir été si franc avec cette appréciation du français en général et des Français en particulier. Cet Institut est le premier Institut français que j'inaugure, certes, mais que je visite aussi. Il y a eu des centres culturels français avant, bien entendu, mais c'est le premier et c'est le premier très beau, très bien fait, très moderne. C'est aussi le résultat de cette loi que j'ai fait voter il y a quelques semaines, et dont les décrets paraîtront dans quinze jours sur l'Agence culturelle de la France. Il a fallu deux ans et demi : c'était difficile, c'était long. Nous aurons enfin, à partir d'aujourd'hui, de quoi rivaliser avec l'Institut Goethe, avec l'Institut Cervantès, avec l'Institut Confucius et avec le British Council.

Il y a quelques jours nous avons signé une convention, pour la première fois, avec les Alliances françaises. Le ministère des Affaires étrangères et européennes et les Alliances françaises ont conclu de travailler ensemble - alors qu'ils n'ont pas le même statut, vous le savez - sous l'autorité de l'ambassadeur de France. Près de 1.000 Alliances françaises et d'Instituts français ensemble : c'est le premier réseau culturel mondial.

Je voudrais libérer le ministre Bağıs. Il m'a fait la grande amitié d'être là. J'insiste car si les Français et les Turcs s'entendent de la même façon que nous nous entendons tous les deux, je vous assure que nous irons ensemble très bien. Je dis cela sans plaisanter, je sais que rien n'est plus complémentaire que le peuple turc et le peuple français pour travailler et lutter ensemble dans le monde contre un certain nombre de vicissitudes très précises. Je voudrais le remercier de son accueil, d'être venu alors qu'il est attendu au Parlement pour un débat sur l'Irak. Je sais combien c'est important pour nous tous, pas seulement pour la Turquie - l'Irak, le sunnisme et le chiisme -, mais pour l'ensemble de la région. Avant qu'il ne parte nous allons dévoiler la plaque. »

Discours du ministre français des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner, en déplacement en Turquie, lors de l'inauguration du Lycée Charles de Gaulle à Ankara – 12 octobre

« Monsieur le Ministre, Cher Ahmet Davutoglu,
Monsieur l'Ambassadeur de France, Cher Bernard Emié,
Madame la Directrice de l'Agence pour l'Enseignement français à l'étranger, Chère Anne-Marie Descôtes,
Monsieur le Maire,
Madame la Provisseure,
Chers Amis,

Nous sommes au coeur d'un pays ami, avec des amis, avec mon ami Ahmet Davutoglu. Lui et moi nous voyons très souvent. Et c'est tout à fait normal parce que nous sommes deux grands pays amis.

Depuis longtemps, je voulais inaugurer cet établissement, qui a ouvert il y a quelques mois déjà, et l'occasion ne m'était pas offerte. Je suis donc heureux d'être avec vous, tout d'abord pour vous rencontrer, ensuite parce que le Lycée s'appelle Charles de Gaulle et, enfin, parce que celui-ci se trouve à Ankara.



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE

Bureau de Représentation à Paris

C'est un geste très particulier et très émouvant pour un ministre des Affaires étrangères que d'inaugurer un Lycée français à l'étranger. C'est le meilleur point d'ancrage pour des relations à long terme, des relations amicales et affectueuses, des relations commerciales et industrielles. Pour toutes sortes de raisons, c'est beaucoup mieux que de parler politique et c'est faire en même temps de la véritable politique que d'avoir un Lycée français avec vous ici. J'ai dit politique, il s'agit bien sûr de savoir partager ; il s'agit de valeurs, de solidarité et d'amitié entre les deux pays. C'est pour cela qu'un Lycée assure la pérennité de ces valeurs, de cette amitié, de cette fraternité échangées entre deux peuples. Et c'est le cas du Lycée Charles de Gaulle à Ankara, c'est exactement le bon exemple pour cela. C'est aussi le cas de Pierre Loti à Istanbul bien sûr, ainsi que de neuf autres établissements publics ou privés francophones en Turquie. Ce sont des institutions d'excellence et j'en remercie et félicite tout le personnel enseignant et tout le personnel administratif. J'ai félicité le personnel enseignant parce que ce sont eux qui font la réputation des lycées français à travers le monde. Au cours de ces visites trop rapides de ministre, je suis vraiment très heureux quand que je peux rencontrer ce personnel enseignant et voir les étudiants.

C'est un témoignage merveilleux que d'avoir pu aussi vite bâtir cet établissement exemplaire et témoigner de la vivacité de cet enseignement du français. Il s'agit d'une poursuite très symbolique et très profonde de ce rapprochement séculaire, comme l'a souligné Ahmet, entre nos deux pays, l'attachement de ces deux pays l'un à l'autre et la confiance dont l'un et l'autre témoignent.

Parlons de ces relations. Je vois qu'il est ici écrit, parmi les sponsors, Saison de la Turquie en France. Cet événement a permis au public français de découvrir pendant un an le patrimoine, les traditions d'excellence et la créativité turcs. C'était d'ailleurs l'objectif de la Saison de la Turquie organisée en France jusqu'en avril dernier, qui a été un réel succès. Au delà des liens culturels elle a permis de resserrer nos relations politiques notamment, avec des visites du président de la République, M. Abdullah Gül, et du Premier ministre, M. Erdogan. Mesdames et Messieurs, je sais que vous attendiez ce nouveau lycée depuis près de vingt ans. Après une longue maturation, probablement inévitable pour une réalisation immobilière de cette ampleur, la rentrée a eu lieu en janvier dernier. Prévu pour scolariser 700 élèves, le lycée en accueille actuellement 450 sur plus de 10 000 m², ce qui ouvre au lycée de belles perspectives de développement dont je me réjouis.

Je voudrais aujourd'hui remercier tous ceux qui ont participé à cette belle oeuvre. Tous n'ont pas pu être là mais je veux remercier spécialement les sénateurs et anciens sénateurs Paulette Brisepierre, Hubert Haenel, Robert Del Picchia, André Ferrand et, naturellement, les services de l'Agence pour l'Enseignement français à l'étranger et de l'ambassade, qui se sont mobilisés.

Et je ne peux manquer d'exprimer la reconnaissance de la France aux autorités turques et, particulièrement, à l'ancien Maire de Gölbaşı M. Abdullah Hasak, et à son successeur, M. Yakup Odabasi pour avoir grandement facilité les démarches et formalités liées à la construction de ces nouveaux bâtiments.

Monsieur l'Ambassadeur de France, quel rôle vous avez joué avec l'acharnement qui vous caractérise, l'invention, la ténacité, un rien d'insistance, récompensés, bravo Monsieur l'Ambassadeur de France. Ce n'est pas que pour cela que je le félicite : il y a eu entre la Turquie et la France un certain nombre de petits épisodes et peut être même quelques malentendus dont Bernard Emié a toujours triomphé et pour cela aussi je le remercie. Voilà, je remercie bien sûr toute l'équipe du Lycée, sous la direction de son ancienne proviseure, Mme Angelika Olivet. Je



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

sais qu'elle va trouver d'autres activités, d'autres lieux, mais vous avez merveilleusement assuré l'ensemble des cours pendant toute cette période et de cela aussi je voudrais vraiment vous féliciter.

Et puis, j'ai parlé de l'architecture et d'un jeune couple d'architectes qui doit être félicité : deux architectes turcs Rasim et Zeynep Özveren. Bravo pour leur talent. Madame la Proviseure, Mesdames et Messieurs les membres du corps enseignants et du personnel technique du lycée, Mesdames et Messieurs les parents d'élèves, qui sont très importants, aussi importants que les élèves, mais vous aussi Chers élèves, c'est un très bel outil pour vous. C'est un endroit pour passer sa jeunesse et en profiter. Je pense que cet établissement vous sera propice et que vous garderez des souvenirs pour le reste de votre vie. Je pense qu'il s'y nouera des amitiés et des amours ; c'est comme cela dans tous les lycées. Celui-là étant un beau lycée, ce seront de belles amitiés, ce seront de beaux amours. Je souhaite à chacun d'entre vous un épanouissement et un succès à nul autre pareil.

En turc : «La France et la Turquie sont deux grands pays amis. Notre avenir est commun» - («Fransa ve Türkiye iki büyük dost ülkedir. Geleceğimiz ortak.»). »

Point de presse : Déplacement du ministre des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner en Turquie (question sur le déplacement du ministre au Proche-Orient) – 8 octobre

« (...) **Q** - Le ministre ne va pas à Gaza car il n'en n'a pas fait la demande, mais il va en Turquie, n'est-ce pas ?

R – Oui

Q - La Turquie a joué un rôle très important dans les pourparlers indirects entre la Syrie et Israël jusqu'à l'attaque israélienne contre Gaza. La France s'est activée récemment sur ce dossier avec l'ambition de rouvrir le contact entre Israël et la Syrie. Mais je ne vois pas cela sur la présentation de la visite du ministre.

R - Si. Nous en avons parlé hier au point de presse. Nous avons dit que nous avons avec la Turquie une coopération et un dialogue de grande qualité et permanent sur des enjeux majeurs.

Q - Mais vous n'avez pas parlé spécifiquement du processus de contact entre Israël et la Syrie ?

R - Tous les sujets sont évoqués avec la Turquie, y compris des sujets aussi importants que l'Afghanistan, l'Iran, les affaires européennes, le terrorisme ou la coopération en Méditerranée.

Il ne faut pas tout réduire à un problème. Ce n'est pas un dossier à part. Avec la Turquie, il n'y a pas de dossier à part, tous les dossiers sont importants.

Je vous renvoie donc à la déclaration que nous avons faite hier. Nous y expliquons tous les points en discussion avec la Turquie, y compris bien-sûr le Proche-Orient. »



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Point de presse : Déplacement du ministre français des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner en Turquie (11 et 12 octobre) – 7 octobre

« Le ministre des Affaires étrangères et européennes, Bernard Kouchner, se rendra à Ankara les 11 et 12 octobre pour une visite bilatérale à l'invitation de son homologue, Ahmet Davutoglu.

Il inaugurera les nouveaux bâtiments du lycée Charles de Gaulle d'Ankara ainsi que le nouvel Institut français de Turquie, premier institut inauguré depuis l'adoption de la loi créant une agence culturelle extérieure.

Bernard Kouchner s'entretiendra notamment avec Ahmet Davutoglu de la prochaine Présidence française du G20. La France souhaite pleinement associer la Turquie, membre du G20, aux travaux de sa présidence, qui débutera le 12 novembre prochain.

Les ministres auront des échanges approfondis sur les questions européennes, ainsi que sur les principales crises régionales, et notamment le Proche-Orient.

Ce déplacement s'inscrit dans le cadre des contacts très fréquents entre le ministre et son homologue turc. La relation franco-turque est extrêmement dense que ce soit sur les sujets politiques (Proche Orient, Iran, Afghanistan), stratégiques (prochain Sommet de l'OTAN à Lisbonne), européens ou la lutte contre le terrorisme. Sur l'ensemble de ces enjeux, la Turquie est un partenaire majeur. »

Point de presse : La visite en France d'Abdallah Dardari, vice-Premier ministre syrien (du 22 au 26 septembre) (Question sur une éventuelle visite de Jean-Claude Cousseran, ancien ambassadeur français, en Turquie) – 21 septembre

« (...) Q - [Jean-Claude Cousseran, (ancien ambassadeur français chargé par le président de république française Nicolas Sarkozy pour la mission de promouvoir les pourparlers entre la Syrie et Israël)] se rendra-t-il aussi en Turquie ? Les Syriens ont-ils demandé que la Turquie ne soit pas écartée de ce processus ?

R - Pour que la mission de M. Cousseran soit complète, il faut qu'il ait des entretiens avec l'ensemble des acteurs importants de la région et c'est le sens de son prochain déplacement en Turquie. »

Point de presse : Processus de paix au Proche-Orient (les conclusions de la visite de Jean-Claude Cousseran, ancien ambassadeur français, au Moyent Orient) – 21 septembre

« Q - Jean-Claude Cousseran [(ancien ambassadeur français chargé par le président de république française Nicolas Sarkozy pour la mission de promouvoir les pourparlers entre la Syrie et Israël)] a visité plusieurs pays, avez-vous les premières conclusions de ces visites ?

R - Dans le cadre de la mission qui lui a été confiée par le président de la République et par Bernard Kouchner, Jean-Claude Cousseran a effectué la semaine dernière un déplacement en Syrie, où il a été reçu par le président Bachar el-Assad et il s'est rendu précédemment en Israël. Il



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

se rendra prochainement en Turquie. Il est encore trop tôt pour tirer des enseignements de ces différents entretiens. Il faut attendre qu'il ait fait l'ensemble des déplacements qui sont prévus pour pouvoir faire un premier bilan et en tirer des conclusions. »

Point de presse : Rencontre du ministre français des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner avec le président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe Mevlüt Çavuşoğlu – 30 septembre

« Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères et européennes a reçu Mevlut Cavusoglu, président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et membre du Parlement turc mardi 28 septembre.

L'entretien a essentiellement porté sur la situation des Roms en Europe et les solutions à y apporter. Bernard Kouchner et Mevlut Cavusoglu ont souligné l'importance de la réunion ministérielle qui se tiendra en octobre à Strasbourg sur ce sujet et que le Secrétaire général du Conseil de l'Europe avait annoncé lors de sa venue à Paris, le 17 septembre dernier. Cette réunion sera l'occasion de lancer un processus axé sur la mise en place de politiques d'intégration sociale et économique de long terme des populations roms dans les pays dont elles sont ressortissantes. Cette initiative, qui fera l'objet d'un suivi, sera coordonnée avec l'Union européenne.

Au cours de l'entretien, Bernard Kouchner et Mevlut Cavusoglu ont également évoqué la situation politique dans les Balkans.

Le président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'était également entretenu avec Pierre Lellouche, secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes lors d'un déjeuner avec la délégation française à l'Agence pour la création d'entreprises (APCE). »

Message du ministre français des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner sur l'attentat à Geçitli au ministre turc des affaires étrangères à Ahmet Davutoğlu - 16 septembre

« Monsieur le Ministre,

Je tiens à vous faire part de ma vive émotion et de ma profonde indignation à la suite de l'attentat perpétré à Geçitli qui a coûté la vie à dix personnes.

Face à un acte de violence d'une telle lâcheté, je tiens à vous réaffirmer notre profonde sympathie et notre entière solidarité. Permettez-moi de vous adresser, ainsi qu'aux familles et aux proches des victimes, mes plus sincères condoléances.

La France condamne avec la plus grande fermeté cet attentat et se tient aux côtés de la Turquie dans sa lutte contre la violence terroriste.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération. »



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Point de presse : « Turquie : attentat : déclaration du porte-parole » – 16 septembre

« La France condamne avec la plus grande fermeté l'attentat sanglant survenu ce matin dans le sud-est de la Turquie, qui a coûté la vie à dix personnes.

Nous adressons nos condoléances aux familles et aux proches des victimes.

Nous exprimons également notre entière solidarité et notre soutien aux autorités turques et au peuple turc dans leur lutte contre le terrorisme et la violence. »

Point de presse : « Syrie – France » : la visite de Jean-Claude Cousseran, ancien ambassadeur français, en Turquie - 13 septembre

« **Q** - Quels sont les objectifs de l'ambassadeur Cousseran qui doit rencontrer ce lundi le président Assad? Est-ce que la Syrie se montre ouverte à ce que la France reprenne le rôle de médiateur avec Israël qui avait été exercé par la Turquie? Une fenêtre s'est-elle ouverte entre Damas et Jérusalem du fait de la reprise des négociations directes entre Israéliens et Palestiniens? Comment s'inscrit la mission de M. Cousseran dans les efforts européens?

R - Dans le cadre de la mission qui lui a été confiée par le président de la République, l'ambassadeur Jean-Claude Cousseran effectue actuellement une mission en Syrie où il vient d'être reçu par le président Bachar el Assad. Il s'est rendu précédemment en Israël. Il se rendra prochainement en Turquie.

Nous vous rendrons compte de cette tournée régionale de Jean-Claude Cousseran lorsque celle-ci sera achevée. »

Point de presse : les répercussions du référendum constitutionnel turc sur les relations Turquie – UE - 13 septembre

« **Q** - Quelles sont les répercussions possibles du changement constitutionnel sur les négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ?

R - Nous avons pris note du résultat du référendum constitutionnel organisé hier en Turquie.

Nous saluons la forte participation de la population à cette consultation.

La France est favorable à tout ce qui peut faire avancer la démocratie et l'État de droit, en Turquie comme ailleurs, y compris bien entendu par des réformes constitutionnelles, dans le cadre d'un dialogue tenant compte des différentes sensibilités.

La prochaine étape sera la mise en œuvre de cette réforme, importante notamment pour l'équilibre des pouvoirs en Turquie. »



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Extrait du discours d'ouverture du ministre des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner, XVIIIème Conférence des Ambassadeurs, Paris (diplomatie turque) – 26 août

« Avant de très brièvement vous présenter le programme des deux prochains jours, je veux d'abord vous dire mon plaisir d'être avec vous et le contentement particulier que j'ai éprouvé hier alors que la Conférence n'était pas vraiment commencée, puisque nous avons rendez-vous à l'Elysée pour écouter le discours du président. Mais nous avons déjà organisé quelques tables rondes, hier, ici, rue de la Convention et peut-être que dans ces nouveaux bâtiments, le dialogue et les échanges sont plus faciles que sous les dorures du Quai d'Orsay.

En tout cas, je considère que cette rencontre est déjà réussie, après avoir participé à une série d'échanges à propos d'un sujet difficile, tout à fait important, celui de la Turquie, de son rapport avec l'Union européenne mais également avec son environnement régional, le Moyen- Orient. Nous avons parlé du rôle de la forte diplomatie turque que l'on rencontre aux quatre coins du monde. J'ai trouvé cela passionnant parce que les ambassadeurs qui connaissent le terrain, et pas seulement les spécialistes, parlaient de façon très sincère ; chacun a éclairé la discussion à partir de son expérience dans son pays de résidence. Pour moi, c'est une ouverture, une véritable respiration, que de parler ainsi. (...)

C'est dans cet esprit que nous travaillerons ensemble pour porter cette diplomatie ouverte que j'appelle de mes vœux, une diplomatie à l'écoute de nos partenaires étrangers. C'est beaucoup plus difficile maintenant, car nos partenaires significatifs se multiplient. Je tiens comme très important ce geste qui, le même jour, a consisté, d'un côté, à la signature d'un accord entre le Brésil, la Turquie - deux pays significatifs - et l'Iran, au moment même où les cinq membres permanents déposaient sur la table du Conseil de sécurité des Nations unies le document sur les sanctions. C'est un moment décisif, cela n'a pas eu une portée aussi importante que le souhaitaient les trois signataires de Téhéran, mais c'est significatif du changement des temps.»



AMBASSADE DE FRANCE EN TURQUIE

Communiqué de presse : Visite de l'ancien premier ministre français Alain Juppé à Istanbul - 20 octobre

« M. Alain Juppé, ancien Premier ministre de la République française, Maire de Bordeaux, Président du Haut comité de parrainage de l'Etablissement intégré Galatasaray, a effectué une visite à İstanbul le 20 octobre 2010, à l'invitation du président de la Fondation pour l'Education Galatasaray, M. Inan Kiraç et du recteur de l'Université Galatasaray, Prof. Dr. Ethem Tolga.

A cette occasion, M. Juppé a prononcé le 20 octobre 2010 à 11h15, une conférence à l'Université francophone Galatasaray sur le thème « Le développement durable face à la crise financière ».

Après l'accord de coopération signé le 14 avril 1992 par les Présidents François Mitterrand et Turgut Özal instituant l'Université Galatasaray, celle-ci a été officiellement fondée le 1er juin 1994, par un vote unanime de la Grande Assemblée Nationale de Turquie. M. Alain Juppé, alors ministre des Affaires étrangères de la République française, fut l'un des principaux acteurs de la création de cette université, classée aujourd'hui parmi les meilleures de Turquie. »

Communiqué de presse : Déplacement à Bursa de SEM Bernard Emié, Ambassadeur de France en Turquie, 1- 2 octobre

« M. Bernard Emié, Ambassadeur de France en Turquie, effectuera une visite à Bursa les 1er et 2 octobre 2010. Il sera accompagné de M. Hervé Magro, Consul Général de France à Istanbul, du Consul honoraire de France à Bursa, M. Mehmet Erbak et de plusieurs chefs de service de l'Ambassade de France en Turquie.

M. Bernard Emié aura des entretiens avec M. Şahabettin Harput, gouverneur de Bursa et M. Recep Altepe, maire de la grande municipalité de Bursa, ainsi qu'avec des représentants de la communauté d'affaires.

L'Ambassadeur de France en Turquie se rendra également sur le site de l'usine TOFAŞ où sont fabriqués les véhicules utilitaires communs à Fiat et Peugeot Citroën MINICARGO. Peugeot Citroën est l'une des très nombreuses entreprises françaises du secteur automobile présentes à Bursa.

Au cours de ce déplacement, M. Bernard Emié inaugurera également les nouveaux locaux de l'Association culturelle Turquie / France de Bursa, qui œuvre pour la promotion de la langue et de la culture françaises, en présence des autorités locales.

La France est un acteur majeur du pôle automobile de Bursa depuis plus de 40 ans sur trois sites principaux. Oyak Renault est le premier producteur turc et également le premier exportateur de véhicules de Turquie. Pour les seuls 7 premiers mois de 2010, plus de 200 000 véhicules sont sortis des chaînes Renault, l'usine de Bursa réalise des prouesses technologiques avec le



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

développement de la berline électrique Fluence. Le groupe PSA est engagé dans une coopération tripartite avec TOFAS et Fiat pour produire un nouveau véhicule utilitaire qui connaît un grand succès commercial avec plus de 150.000 unités produites, en grande majorité exportées. Depuis quelques années Karsan est également partenaire industriel de Renault Trucks et assemble plus d'une centaine de camions en étroite liaison industrielle avec l'usine lyonnaise du groupe.

Les équipementiers français sont également présents en force à Bursa. Sur les 17 équipementiers français présents en Turquie, 12 sont installés à Bursa. Ils répondent aux besoins de l'industrie turque dans son ensemble, mais exportent également leur production vers les grands sites de production automobile du monde entier. Tous les grands noms de l'équipement automobile sont présents à Bursa: Valeo, Faurecia, Plastic omnium, mais aussi beaucoup de PME créatrices de produits innovants.

La France est également présente dans d'autres secteurs d'activité à Bursa : Andros&Novandie dans le secteur laitier, CMA-CGM dans le transport international, Carrefour et Leroy Merlin dans la grande distribution et les multinationales ArcelorMittal et Nestlé Waters France, respectivement dans la sidérurgie et l'eau minérale.

L'un des tout premiers investisseurs à Bursa et dans sa région (avec 16 % des investissements totaux), la France encourage les entreprises françaises à poursuivre leurs investissements dans cette région très dynamique.

Elle appelle également de ses vœux l'augmentation des investissements des industriels turcs vers la France. Des sociétés turques ont donné l'exemple: le groupe Orhan Holding, avec ses implantations dans le domaine des conduits pour fluides, la société TEMSA qui est très présente sur le marché français des autocars.»

Allocution de SEM Bernard Emié, Ambassadeur de France en Turquie, à l'occasion de l'inauguration des nouveaux locaux de l'Association culturelle Turquie-France de Bursa - 2 octobre

«Monsieur le Ministre d'Etat,
Monsieur le Préfet,
Monsieur le Maire de Bursa,
Monsieur le Maire de Nilufer,
Monsieur le Consul Général de France à Istanbul,
Monsieur le Consul honoraire de France et Président de l'Association culturelle Turquie-France,
Cher Mehmet Erbak,
Mesdames, Messieurs, Chers Amis de la France et de la Francophonie,

Je suis très heureux d'inaugurer aujourd'hui en votre présence, et sous le patronage des plus hautes autorités de la ville et de la République de Turquie, les nouveaux locaux de l'Association Culturelle Turquie-France de Bursa.

Votre association a été fondée en 1976 par Mme le Professeur Ayla Gökmen (aujourd'hui Chef de département de français de l'université d'Uludağ) et M. Şerafettin Gökalp (avocat de formation et actuel vice-président de l'association) que je salue chaleureusement tous deux pour la constance de leur engagement au service de la cause de la francophonie à Bursa.



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Dès sa création, l'association culturelle Turquie/France de Bursa s'est donnée pour mission de promouvoir la langue et la culture françaises et de resserrer les liens d'amitié multiséculaires entre mes compatriotes et les habitants de Bursa, cette superbe cité historique, chargée d'histoire, ancienne capitale de l'empire ottoman.

Aujourd'hui, Bursa est une métropole moderne, très dynamique, la 4ème plus grande municipalité urbaine de Turquie sous l'angle économique comme démographique. C'est une ville en plein essor, et pas seulement parce que son excellent club de football, Bursaspor, a été le premier club non issu d'Istanbul depuis 1983 à remporter le championnat de Turquie l'an dernier.

La France a parfaitement accompagné cet essor économique, en devenant aujourd'hui le 1er investisseur étranger à Bursa. Nous sommes fiers de souligner que 16 % des investissements étrangers à Bursa sont des investissements français qui s'élèvent dans toute la Turquie à 20 Mds USD, notre pays étant le deuxième investisseur étranger en Turquie.

Les Français aiment Bursa parce que c'est une ville magnifique, et les investisseurs français apprécient cette ville pour son dynamisme, la qualité de ses infrastructures et l'excellent niveau de formation des personnels qu'elles y recrutent. On le constate bien entendu dans le secteur automobile, où se concentre la présence française avec plus d'une dizaine de sociétés (aussi bien pour la construction d'automobiles, de camions que pour la fabrication de pièces détachées), à travers notamment les usines de Renault, de Peugeot (Tofas et Karsan) et de Valéo. Mais la France est également très présente dans le secteur laitier, dans le transport international, la sidérurgie ou encore l'eau minérale.

Et puis la France, c'est aussi et d'abord la langue et la culture, auxquels sont tout particulièrement attachés les membres de l'association culturelle Turquie/France, eux qui, depuis 34 ans, se battent avec succès, avec le soutien des autorités locales que je remercie chaleureusement pour leur appui, pour faire vivre à Bursa cette dimension essentielle de l'identité française.

L'année 2010 marque une étape fondamentale dans la vie de votre association avec le renouvellement du conseil d'administration, du conseil d'audit et du conseil exécutif. Forte actuellement de 96 membres, turcs, français, franco-turcs, d'horizons professionnels variés, l'Association Culturelle Turquie-France s'appuie désormais sur vos efforts et sur votre volonté de promouvoir une francophonie toujours plus vivante et moderne. Sur la lancée de cette nouvelle dynamique, l'Association s'est installée récemment dans ces nouveaux locaux où nous nous retrouvons pour leur inauguration.

D'une superficie de 200 m² et dotés de trois salles de cours, ces nouveaux espaces sont situés en plein cœur du quartier vivant de Nilufer, sur le Boulevard Fatih Sultan Mehmet, à deux pas du lycée de Bahçeşehir qui accueille plus de 120 élèves dans sa section francophone.

Mesdames et Messieurs les membres de l'Association culturelle Turquie/France de Bursa,

Vous n'êtes pas seuls, en effet, dans cette passion pour la langue et la culture françaises que vous incarnez au quotidien à Bursa. Je pense notamment à ces 45.000 élèves qui apprennent actuellement le français en Turquie, à ces 1.500 professeurs de français que compte aujourd'hui la Turquie. Je pense également aux 9 établissements scolaires bilingues francophones, aux 40 départements de français des universités turques et bien entendu à l'Université Galatasaray, désignée l'an dernier, université d'excellence par le Conseil de l'enseignement supérieur (YÖK).



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE

Bureau de Représentation à Paris

Je pense enfin, naturellement, aux lycées français Pierre Loti d'Istanbul et Charles de Gaulle d'Ankara, aux trois antennes de l'Institut Français de Turquie, à Ankara, Istanbul et Izmir ainsi qu'à notre Alliance Française d'Adana.

Je suis convaincu que vous saurez rapidement faire de ces nouveaux locaux un haut-lieu de convivialité francophone et francophile à Bursa, par votre force d'initiative et l'engagement sans faille des membres de votre association.

La France va faire bien davantage dans le domaine culturel avec Bursa et je suis venu vous annoncer les projets suivants: nous allons soutenir le premier congrès international de philosophie organisé par le Département de philosophie de l'Université Uludağ, en invitant le philosophe français Jean-Michel Besnier à venir s'exprimer sur un thème cher à notre pays « Liberté, égalité, fraternité ».

Nous voulons être davantage présents que nous ne l'avons été jusque-là aux côtés du festival international de danse folklorique : pour la 25ème édition de ce grand festival qui se déroulera mi-2011, la France sera je l'espère à l'honneur avec une ou plusieurs troupes représentant la grande tradition folklorique française.

Je sais également que le très dynamique maire de Bursa a le projet de créer une fondation culturelle municipale dotée d'un important budget, avec laquelle nous serons très heureux de collaborer en fonction des projets qui seront prochainement lancés.

Enfin, plus proche de nous, et de vous, chers membres de l'association culturelle Turquie/France, sachez que la mission audiovisuelle de l'Ambassade de France à Ankara, avec l'Institut français d'Istanbul, tient à votre disposition dès à présent les copies libres de droit de nombreux films et documentaires de réalisateurs français de renom, que nous serons heureux de mettre à la disposition de vos adhérents et de votre public.

Je me réjouis de l'ensemble de l'activité que vous avez l'intention de développer pour l'enseignement de la langue française mais aussi pour les activités culturelles en partenariat étroit avec l'Institut Français de Turquie et les services culturels de l'Ambassade de France qui sont à votre disposition pour vous accompagner dans toutes vos initiatives. Je souhaite enfin saluer le président de votre association, le consul honoraire de France à Bursa. Cher Mehmet Erbak, vous vous êtes personnellement beaucoup impliqués dans la réussite de ce projet qui n'allait pas de soi, et je constate avec plaisir que, depuis ma dernière visite à Bursa, votre ténacité et votre détermination ont fait « bouger les lignes » comme le montre cette inauguration dont je me félicite. Après l'immense succès de la Saison de la Turquie en France, au cours de laquelle le public français a pu découvrir le meilleur de la Turquie d'hier et d'aujourd'hui, la réussite du projet dont vous êtes porteur pour Bursa permettrait de passer le relais pour rapprocher davantage encore nos deux pays.

Soyons fiers collectivement du travail déjà accompli. Continuons d'unir nos efforts pour faire grandir notre projet et soyez assurés, Mesdames et Messieurs, que l'Ambassade de France en Turquie, restera engagée à vos côtés. Je souhaite plein succès aux activités de l'Association culturelle Turquie-France. Je vous remercie.»



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Discours de SEM Bernard Emié, Ambassadeur de France en Turquie, lors de la cérémonie de convention de financement entre TEB et AFD - 23 septembre

« Madame la Directrice de l'AFD,
Monsieur le Directeur général de la TEB,
Monsieur le représentant de BNP Paribas,
Mesdames, Messieurs, chers amis,

Je suis très heureux de vous accueillir aujourd'hui, au Palais de France, à l'occasion de cette cérémonie de signature d'un nouvel accord de financement entre la TEB et l'Agence Française de Développement (AFD). Le lancement de cette opération mérite bien d'être célébré comme il se doit car elle est originale et exemplaire à plus d'un titre :

Tout d'abord, le soutien à l'investissement des petites et moyennes entreprises en faveur d'une plus grande efficacité énergétique s'inscrit, de manière très concrète, dans les priorités de l'action de coopération économique de la France — au travers de l'Agence française de développement — avec la Turquie. Cette opération entre dans le cadre d'un accord plus large, signé en avril 2009, avec le Ministère de l'Environnement et de la Forêt turc visant à soutenir les efforts de la Turquie en faveur de la lutte contre le changement climatique.

Elle répond – à son échelle – aux efforts de relance d'une croissance durable de l'économie, moins consommatrice d'énergie, et par conséquent plus sobre en carbone. C'est bien sûr, une préoccupation majeure de la France dans le contexte international actuel, partagée avec les grands pays du G20. A ce titre, l'implication des pays émergents -dont fait partie la Turquie- aux efforts de la communauté internationale, est fondamentale. La France, dans le cadre de sa Présidence du G20 qui commence le 12 novembre, aura d'ailleurs à cœur d'associer votre pays à sa réflexion et de recueillir ses suggestions. Nos ambitions pour notre présidence sont larges : réformer le système financier international ; mettre en place un système de stabilisation des cours des matières premières et agricoles ; réfléchir aussi à la réforme de la gouvernance économique mondiale.

La TEB a bien sûr aussi pour moi une place particulière et emblématique dans le paysage bancaire turc. En effet, l'alliance stratégique qui s'est nouée, il y a quelques années, entre ce grand groupe turc dirigé par mon ami Hasan Colakoglu et le groupe bancaire BNP Paribas, autour de la banque TEB porte de beaux fruits, cette dernière étant en passe de devenir la 7ème banque du pays après l'opération en cours de fusion avec FORTIS. Le professionnalisme de l'équipe de la TEB conjuguée au savoir faire et au réseau international de BNP Paribas met en position la banque de prendre pleinement part à la dynamique de croissance de l'économie turque.

L'offre de services aux PME développée par la TEB, notamment sur le volet de formation à la responsabilité sociale et environnementale des entreprises – qui était au cœur des objectifs de la précédente opération avec l'AFD - est un exemple remarquable. Son implication sur ce sujet majeur de l'efficacité énergétique pour la compétitivité des entreprises s'inscrit donc pleinement dans cette logique.

La TEB, au travers de ce partenariat franco-turc, est ainsi un catalyseur des échanges économiques entre nos deux pays. Nous avons rappelé, lors de la visite de notre Ministre en charge du Commerce extérieur, Mme Idrac, au mois de février dernier, le caractère stratégique de notre coopération bilatérale et la visite intervenue ces derniers jours du MEDEF, dans le cadre d'une



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

délégation conduite par Jean Lemierre, ici présent, co-président du groupe France/Turquie du DEIK s'inscrit dans cette ambition. La Turquie est désormais pour la France une priorité économique. Je rappelle qu'avec près de 10 milliards de dollars d'investissements étrangers dans ce pays, nous sommes ici le 2e investisseur étranger. Notre commerce bilatéral de plus de 10 milliards d'euros fait de nous le 5e partenaire commercial de la Turquie. Nous sommes son 2e client et la Turquie, pour la France, est un partenaire commercial aussi, ou plus important que la Russie, le Japon, l'Inde ou le Brésil. De manière déterminée, nous resterons à l'offensive pacifique pour être présents dans tous les grands secteurs du développement de ce pays.

Voilà notre ambition pour la relation franco-turque dans le domaine économique et dans le domaine du développement. Dans ce contexte, je remercie l'AFD de son engagement et la TEB de ce partenariat efficace.

Je vous remercie de votre attention.»



ENTRETIENS ET DECLARATIONS DES PERSONNALITES POLITIQUES FRANÇAISES DANS LES MEDIAS

Extraits des déclarations de l'ancien premier ministre français Alain Juppé à l'université francophone de Galatasaray à Istanbul – 20 octobre

« Je crois que la France doit absolument, et l'Europe aussi, avoir avec la Turquie le lien le plus étroit possible" at-il déclaré lors d'un débat. Mais au delà de cet attachement mutuel, "des liens immémoriaux", au delà de la "passion", a-t-il poursuivi, il y a la "raison". "L'Europe n'est pas dans une forme éblouissante", ce qui la met dans "une sorte de désarroi", expliqué l'ancien chef de gouvernement de Jacques Chirac.

Le Vieux continent "est menacé d'une forme de déclin relatif, car le centre de gravité de la planète se déplace", a-t-il dit. Par ailleurs, "les élargissements successifs, qu'il fallait faire, nous ont déstabilisés." Dès lors, "on est un peu hésitant", quant à une adhésion turque.

"On est dans une période où on a envie de se donner un peu de temps", et il y a aussi la "difficulté à dégager des masses budgétaires nécessaires pour aider les nouveaux Etats membres", a-t-il ajouté. La candidature de la Turquie à l'UE se heurte notamment à l'opposition de la France et de l'Allemagne, qui redoutent l'entrée dans le club européen d'un pays de 73 millions d'habitants, presque tous musulmans. Mais pour M. Juppé, la religion est "une mauvaise raison".

"Ce n'est pas du tout parce que la Turquie est un pays musulman que ça pose des problèmes. Parce que moi, je suis laïc, je suis profondément attaché à la conception de la laïcité, qui est un des fondements de la République française", a-t-il dit.

"Nous avons nos racines bien entendu, il est complètement absurde de nier que la culture française et la civilisation française ont été marquées par l'église catholique (...) Mais ce n'est pas pour cette raison que l'islam n'a pas sa place en France." En revanche, l'Islam doit être "prêt, lui aussi, à intégrer cette dimension de laïcité", a-t-il dit. » *AFP*

Entretien du ministre français des affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner avec la chaîne turque NTV – 12 octobre

« **Q** - Monsieur le Ministre, le président Sarkozy va visiter la Turquie l'année prochaine et je voudrais vous demander ce qu'on peut attendre de cette visite. La Turquie et la France peuvent-elles être des partenaires stratégiques ?

R - Mais ils le sont déjà, Madame. Bien sûr, on attend beaucoup de cette visite qui aura lieu, je le crois, dans les premiers mois, les tout premiers mois de l'année prochaine, 2011, lorsque le président Sarkozy sera président du G8, à partir de janvier 2011.

Maintenant, il y a un programme du G20 qui est très ambitieux en terme d'équilibre financier du monde. Vous savez que le monde économique n'a pas été très bien ces dernières années. Je crois



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

donc qu'il faut continuer les réformes et puis aussi ne pas oublier la réforme des Nations unies si on le peut, le G20, les G8, les G12, les G14. Il n'empêche qu'il n'y a qu'une seule organisation internationale universelle, c'est l'organisation des Nations unies et puis surtout sur le plan des deux pays, la Turquie et la France, la France et la Turquie, alors véritablement il faut s'attendre à beaucoup d'amitié.

Nous avons, avec le Premier ministre, M. Erdogan, avec le Président M. Gül, avec mon ami Davutoglu, avec le ministre Bagis, constaté que nous étions d'accord sur presque tout, sinon complètement d'accord sur l'ensemble des problèmes du monde. Et nous faisons face, de l'Afghanistan aux Balkans, du Moyen Orient à l'Afrique, à un certain nombre de grosses difficultés. Et plus la France travaillera avec la Turquie, plus la Turquie travaillera avec la France, mieux cela ira.

Q - Monsieur le Ministre, il y avait un processus de normalisation entre la Turquie et l'Arménie, mais il n'y a pas de développements depuis longtemps, je voudrais vous demander si vous avez eu un message sur ce sujet.

R - Cela appartient aux deux pays, la Turquie et l'Arménie, l'Arménie et la Turquie. Nous, en tant que membre du groupe de Minsk, vous le savez, nous avons, avec nos amis américains, avec nos amis russes, essayé d'être au plus près des réalités, mais, que voulez vous... Oui, cela a été signé, mais après, cela n'a pas été appliqué et les deux pays ont fait des pas en arrière.

Q - La France peut-elle jouer un rôle?

R - Mais je l'espère bien ! Nous travaillons beaucoup pour cela et il y a eu aussi des interférences de part et d'autre, des événements mondiaux. Nous ne pouvons pas faire à la place de la Turquie et de l'Arménie des propositions et des résultats, c'est impossible. Nous sommes très déterminés à continuer. C'est nécessaire. Cela s'appelait la diplomatie du football, vous savez, la main tendue par le football, mais cela n'a pas été suffisant, il faut continuer. »

Pierre Moscovici, ancien ministre des affaires européennes : «Faire claquer plus fort le drapeau européen» - Libération, 8 octobre

« A la veille de la convention nationale du PS sur les questions internationales, samedi à La Défense, Pierre Moscovici, ex-ministre des Affaires européennes, exprime ses réserves sur le texte présenté à cette occasion par le parti.

Q : Comment jugez-vous le texte sur la «nouvelle donne internationale et européenne» présenté par Laurent Fabius ? (...)

R : Ce texte, je l'ai voté, et je le voterai à nouveau samedi. Il est bien écrit, réaliste, présente bien les menaces et tensions internationales et porte une approche équilibrée de la mondialisation. Mais il faut encore le faire évoluer. Le juste équilibre entre la nation, qui porte nos valeurs républicaines, l'internationalisme, avec le respect des droits de l'homme ou la volonté de changer le monde, et la construction européenne n'est pas atteint. Il faut faire claquer plus fort le drapeau européen.

Q : Pas assez européen, donc...



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

R : Sans être antieuropéen ou eurosceptique, le texte reste beaucoup trop prudent sur l'Europe. Il est presque nostalgique, ou du moins réservé, sur les élargissements passés. Je n'approuve pas cette réticence voilée. L'élargissement était nécessaire, et il fallait accueillir les pays d'Europe centrale et orientale. Il n'est d'ailleurs pas achevé. Ne commettons pas l'erreur de nous isoler.

Q : Et sur le cas de l'adhésion de la Turquie ?

R : J'ai là une divergence avec le texte, trop réticent sur ce point. Certes, les conditions ne sont pas remplies aujourd'hui. Mais cette adhésion serait à terme profitable économiquement, politiquement, géopolitiquement. Je crains une Turquie qui se sente rejetée et qui dérive un jour vers l'islam radical. Je préfère une Turquie européenne plutôt que sympathisant avec Ahmadinejad. Notre position sur la Turquie ne peut être une version plus soft et aseptisée de celle de Nicolas Sarkozy, qui s'inscrit dans une logique de choc des civilisations. L'Europe n'est pas un club chrétien, elle doit accepter un brassage des cultures. La Turquie a une vocation européenne.

Q : Les positions de Laurent Fabius, héraut du non au référendum de 2005, ont pesé sur l'orientation du texte ?

R : Incontestablement, on y retrouve les inclinations de Laurent Fabius. Certes, nous ne sommes pas en train de jouer le remake de la division autour du Traité constitutionnel européen. Mais je regrette que pour ne pas raviver nos débats, on ait un peu caché la poussière sous le tapis... L'Europe politique est trop absente de ce texte. Or les socialistes ne doivent pas y renoncer. Nous devons plus que jamais être porteurs d'une logique d'harmonisation, de rapprochement qui doit reposer sur une véritable union franco-allemande. »

Propos du ministre français de l'immigration Eric Besson, en visite à Nicosie, sur l'immigration illégale vers l'Union européenne via la Turquie – 18 octobre

« La Turquie [doit] mieux protéger sa frontière pour empêcher l'immigration illégale vers l'Union européenne et notamment Chypre. Chypre a absolument besoin que la Turquie joue davantage le jeu en matière de protection de sa frontière extérieure et en matière de réadmission des personnes (en situation) irrégulières. La Turquie doit faire mieux, surtout qu'elle a ouvert en même temps plusieurs chapitres à la négociation avec l'Union européenne. Nous avons besoin de signes concrets de la Turquie en matière de réadmission de personnes en situation irrégulière. » *Chambre de commerce française en Turquie, AFP*



ENTRETIENS DES PERSONNALITES POLITIQUES TURQUES DANS LES MEDIAS FRANÇAIS

Entretien de Mevlüt Çavusoğlu, président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe : «Le problème des Roms n'est pas seulement français», Liberation – 29 septembre

«Mevlut Çavusoglu, président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, avait pointé cet été une montée de la xénophobie. Fin août, Mevlut Çavusoglu, président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), fut l'un des premiers à dénoncer «le risque d'une montée des sentiments racistes et xénophobes en Europe» avec les expulsions de Roms de France et d'Allemagne. Elu en janvier à la tête de cette assemblée où sont représentés les 47 pays membres et premier Turc à occuper cette fonction, il a effectué hier sa première visite officielle à Paris.

Q : Votre appel a-t-il été entendu ?

R : Ma déclaration voulait inciter les pays membres à être plus responsables et à ne pas accroître la xénophobie. Elle a été très bien accueillie par beaucoup de pays, d'autres se sont contentés d'en prendre note. Je suis maintenant moins inquiet. Les autorités françaises se montrent prêtes à coopérer à une solution.

Q : Qu'est-il possible de faire ?

R : Le secrétaire général du Conseil de l'Europe a proposé une réunion à haut niveau le 20 octobre à Strasbourg entre les Vingt-Sept et les pays membres du Conseil de l'Europe qui n'appartiennent pas à l'UE. Le problème des Roms n'est pas celui seulement de la France ou de l'Allemagne. Il y a des Roms dans tous nos 47 pays membres, et depuis plus de vingt ans, nous avons consacré à cette question de nombreuses études, rapports et résolutions. Les priorités sont l'éducation, le logement, la santé et l'intégration. Le défi est de les mettre en œuvre concrètement. L'UE a un budget et le Conseil de l'Europe dispose d'une expertise.

Q : Vous présidez l'APCE alors même que la Turquie est l'un des pays les plus condamnés par la Cour européenne des droits de l'homme. N'est-ce pas un peu paradoxal ?

R : En huit ans, la Turquie a fait une véritable révolution silencieuse. Il est vrai qu'après la Russie, c'est le pays le plus épinglé par la CEDH. Cela nous rappelle l'urgence d'une profonde réforme de la justice en Turquie. Il nous faut aussi une Constitution civile à la place de celle héritée du régime militaire. Les amendements introduits par le référendum du 12 septembre ne sont qu'un premier pas. »



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

Entretien de Kemal Kılıçdaroğlu, chef du Parti républicain du peuple (CHP): « La démocratie turque est en danger », Le Monde – 10 septembre

Propos recueillis par Guillaume Perrier

« Kemal Kiliçdaroglu, surnommé le "Gandhi turc" par ses partisans, est depuis le 22 mai le chef du Parti républicain du peuple (CHP), le parti kémaliste et principale formation de l'opposition.

Q : Pourquoi appeler à voter contre la réforme de la Constitution ?

R : Le texte a été dicté au Parlement. Réformer la Constitution doit être le résultat d'un consensus, c'est une condition de la démocratie. Les changements concernent 26 questions très différentes, auxquelles il faut apporter une seule réponse : oui ou non. Si on prenait ces changements un par un, je dirais oui à quatre ou cinq d'entre eux.

Le texte comporte aussi de nouvelles interdictions. Par exemple, les citoyens perdront le droit de déposer un recours contre les municipalités ou de saisir la justice en cas d'écoutes illégales. Quand une institution sera privatisée, les organisations ou les syndicats ne pourront plus s'y opposer devant la justice. Même les militaires n'étaient pas allés aussi loin !

Q : Le gouvernement veut-il contrôler les institutions ?

R : La justice devient de plus en plus dépendante du pouvoir exécutif. Avec la réforme, le ministre et le secrétaire d'Etat à la justice seront membres de la commission nommant les magistrats. Le gouvernement nous parle de démocratisation, mais il fait pression sur toutes les institutions. Aucune université ne peut débattre de ces réformes par crainte de sanctions. Il y a une pression sur les médias. Les milieux d'affaires ont peur de parler et sont sous la menace financière... Le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, veut changer la Constitution dans un sens autocratique, pour instaurer un système présidentiel. Dire non demande du courage.

Q : Peut-on parler d'islamisation de la Turquie ?

R : Non, je ne vois pas les choses comme ça. Mais pour le Parti pour la justice et le développement (AKP), la démocratie est un moyen, pas un but. Il y a une politisation des croyances religieuses. Le premier ministre a déclaré qu'il ne croyait pas à l'égalité entre hommes et femmes. En 2008, la décision de la Cour constitutionnelle a d'ailleurs établi que l'AKP était le centre d'activités anti-laïques.

Le 12 septembre est l'anniversaire du coup d'Etat de 1980. M. Erdogan accuse les partisans du non de soutenir les putschistes. Ce sont ceux qui ont dit oui à la Constitution de 1982, issue du coup d'Etat du 12 septembre 1980 [contre la gauche], qui diront oui dimanche. Le gouvernement essaie de faire ce que les militaires n'ont pas pu réaliser.

Nous essayons de protéger le prestige des institutions et ils considèrent cela comme une défense de l'armée. En réalité, l'AKP est le produit du coup d'Etat de 1980, il se pose en victime, mais c'est lui qui en a profité.

Q : Ce gouvernement a tout de même accéléré la démilitarisation du régime ?



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

R : Il n'y a plus de pression des militaires sur la vie politique. Le rôle de l'armée est encadré par la loi, même s'il reste de nombreuses règles datant du coup d'Etat : le conseil des universités, la loi sur le seuil électoral de 10% pour être représenté au Parlement... Tout cela va rester. L'annulation de l'article 15 qui empêche tout recours contre les auteurs du coup d'Etat est symbolique, mais le délai de prescription expire. Donc personne ne pourra être jugé.

Q : La question kurde est plus brûlante que jamais... Comment la résoudre ?

R : Il y a un grave problème dans le Sud-Est. La solution ne sera pas uniquement militaire. L'AKP propose une réponse religieuse ; le Parti pour la paix et la démocratie (BDP, kurde), une politique fondée sur l'identité ethnique. Notre parti est prêt à proposer une troisième voie, dans le respect des origines et des croyances. Il faut des changements culturels, économiques et sociaux, mais personne ne fait rien. Nous allons multiplier les visites dans la région.

Q : Faut-il négocier avec le PKK ?

R : Non. C'est une organisation terroriste. Il n'y a rien à discuter avec des terroristes. Ils doivent déposer les armes sans conditions. L'existence de cette organisation est un obstacle au règlement de la question kurde.

Q : Vous avez critiqué l'Union européenne qui soutient le projet constitutionnel. Le Parti républicain du peuple (CHP) est-il pour l'adhésion ?

R : Nous considérons l'Union européenne (UE) comme un projet de civilisation et nous avons ratifié au Parlement tous les chapitres des négociations. Mais l'AKP utilise l'UE pour réaliser son objectif : former une Turquie autocratique. Sa position sur l'Europe change avec le vent. J'espère que l'UE étudiera en détail les révisions de la Constitution. »

Tribune de Didem Engin, membre de l'assemblée du Parti républicain du peuple (CHP) : « L'illusion de démocratie en Turquie », LeMonde.fr – 9 septembre

« "Oui" et "Non" : ce sont les deux mots les plus en vogue ces jours-ci en Turquie. En effet, un référendum sur un projet de révision constitutionnelle se tiendra le 12 septembre et cela occupe toutes les conversations, débats télévisés et réflexions.

Un référendum est un instrument démocratique utilisé dans les sociétés modernes. Or, qu'en est-il lorsque l'on ne peut répondre que par un seul "oui" ou un seul "non" à un ensemble d'articles, vingt-six exactement, qui n'ont absolument rien à voir les uns avec les autres ?

Selon le code de bonne conduite en matière référendaire de la Commission de Venise du Conseil de l'Europe, adopté en 2007, "l'électeur ne doit pas être appelé à voter simultanément sur plusieurs questions sans rapport intrinsèque, alors qu'il peut être en faveur de l'une et en défaveur de l'autre. Lorsqu'un texte est révisé sur plusieurs points distincts, plusieurs questions doivent donc être posées au peuple". Nombreux sont les partis politiques et ONG qui ont demandé la division du paquet en deux parties de façon à s'assurer que les électeurs puissent prendre position sur les différents points, sans avoir à fermer les yeux sur d'autres. Mais le parti au pouvoir n'a rien voulu entendre.



ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET ENTREPRISES DE TURQUIE
Bureau de Représentation à Paris

"La démocratie est un outil et non un but" disait le premier ministre Erdogan en 1994 dans une interview qu'il avait accordée lorsqu'il était maire d'Istanbul. Contrairement à ses expressions anti-démocratiques du passé, le premier ministre défend aujourd'hui qu'il a changé. L'acteur d'un paradoxe évident entre ce qu'il dit et fait, il devient de plus en plus intolérant face à toute critique envers ses décisions. La Turquie gouvernée par l'AKP, est minée depuis quelques temps déjà par des restrictions des libertés de la presse ; les écoutes téléphoniques illégales se font de plus en plus fréquentes, le parti au pouvoir tente de contrôler le judiciaire, l'Etat est profondément touché par les allégations de corruption. Les ambiguïtés de l'affaire Ergenekon illustrent parfaitement cet état des choses, avec la détention de dizaines de journalistes et professeurs depuis plus de deux ans sans qu'ils n'en connaissent la raison... D'où la question essentielle que nous nous posons aujourd'hui : peut-on parler d'une réelle démocratisation en Turquie ou n'est-ce qu'une illusion ?

La Constitution actuelle avait été rédigée en 1982 suite au coup militaire de 1980. Elle a été modifiée de nombreuses fois au Parlement depuis son adoption, par des révisions partielles. Aujourd'hui tous les partis politiques, syndicats et organisations de la société civile en Turquie sont unanimes sur la nécessité d'une nouvelle Constitution. Or, le récent projet de révision constitutionnelle partielle, a été préparé à huis clos par l'AKP (le Parti de la justice et du développement), sans aucune recherche de consensus au sein du Parlement et en ignorant complètement les suggestions des autres acteurs constituant la société tels que les Alévis, les ONG, ou les syndicats. Or, une Constitution n'est-elle pas un contrat social censé garantir les droits et les libertés de tous ? Pire encore, il est facile de comparer à une menace la réflexion faite par le premier ministre la semaine dernière s'adressant à l'association des hommes d'affaires et industriels de Turquie (TUSIAD) : leur annonçant que "les neutres seront éliminés". Malheur à TUSIAD de ne pas avoir fait de déclaration soutenant explicitement ce projet de révision ! Cet appel a d'ailleurs porté fruit : d'autres organisations comme l'Assemblée des exportateurs de Turquie, regroupant en son sein des milliers d'exportateurs, a déclaré sans plus de délai son soutien au projet de révision constitutionnelle, par peur d'être "éliminés" !

Dans le projet de révision constitutionnelle partielle, l'une des inquiétudes majeures concerne la perte de l'indépendance de l'organe judiciaire. Les enquêtes montrent que l'AKP ne retrouvera pas le même soutien en 2011, que celui obtenu lors des élections parlementaires de 2007. Ils tentent donc de protéger leurs arrières à travers ces révisions. La logique principale qui se cache derrière le projet de révision est d'élargir le nombre de membres de la Cour constitutionnelle et du Haut Conseil des juges et des procureurs (HSYK) et de nommer les nouveaux membres parmi les proches de l'AKP, pour mieux contrôler le judiciaire et assurer un renforcement du pouvoir et la présence de l'AKP avant les élections de 2011.

Le fait que dans l'état actuel des choses le ministre soit président du HSYK est très critiqué. Le Haut Conseil ne peut pas se réunir en l'absence du ministre ou de son sous-secrétaire, d'où une influence significative du politique sur le Conseil. Or, dans le projet de révision, le ministre de la justice non seulement reste le président du Haut Conseil mais renforce aussi davantage ses pouvoirs. La nomination des juges et des procureurs pour le secrétariat du HSYK, le contrôle des juges et des procureurs dans leur profession seront soumis à l'approbation du président du Conseil, donc du ministre de la justice. D'où, les changements apportés ne sont que symboliques et l'influence politique sur le HSYK reste dominante.



LES VRAIS DESSEINS DE L'AKP

L'hypocrisie de l'AKP se retrouve également dans sa prétention de prendre une revanche sur le coup d'Etat du 12 septembre 1980 avec ce projet de révision constitutionnelle. Or, mis à part un article, absolument rien n'est en rapport avec ce coup d'Etat. La seule proposition pouvant éventuellement prétendre à une revanche est la suppression de l'article provisoire numéro 15 qui empêchait le jugement des putschistes. Notons ici que cette idée avait d'abord été lancée par le parti d'opposition CHP. Malheureusement, cette proposition vient maintenant trop tard et ne permettra aucun jugement, car il y a prescription. Cette proposition ne sera donc rien d'autre que symbolique et aura pour seul effet de servir à la campagne populiste menée par le gouvernement actuel en mettant en avant ce sentiment de revanche pour mieux dissimuler les vrais desseins anti-démocratiques de l'AKP.

Si l'AKP avait vraiment voulu s'en prendre aux symboles les plus marquants de la Constitution de 1982, il aurait dû plutôt s'assurer de la suppression de l'institution de régularisation des universités, Yök. Mais son actuel président étant un proche du gouvernement, ils n'en ont pas vu la nécessité. Ils ne se sont pas souciés non plus du très controversé seuil électoral de 10 % qui reste intacte malgré la proposition de loi entreprise récemment par le CHP pour le réduire à 7 %. Cette proposition de loi avait été rejetée par les députés du parti au pouvoir.

Mis à part les deux articles liés à la Cour constitutionnelle et le Haut Conseil, le paquet ne renferme aucun changement radical. Tous les amendements sont des retouches superficielles ayant pour seul dessein de faire croire que l'ensemble des sujets sont couverts. Le cas de révision de l'article 10 concernant "l'égalité devant la loi" est un exemple frappant. Selon cet article, les femmes et les hommes sont égaux devant la loi et l'Etat est responsable de sa mise en application. L'AKP prétend assurer une discrimination positive en faveur des femmes en ajoutant la phrase suivante : "les mesures prises à cette fin ne pourront pas être considérées contre le principe de l'égalité". Cette phrase est loin d'être claire et pour le moins ambiguë. D'ailleurs, il aurait été naïf de croire à un tel changement en faveur des femmes si l'on se rappelle le premier ministre lui-même clamant haut et fort qu'"il n'est pas possible que les hommes et les femmes soient égaux". Il s'adressait à une audience stupéfaite composée d'ONG travaillant sur les problèmes liés aux femmes, au mois de juillet. Sa suggestion aux femmes de faire aux moins trois enfants lors d'un discours prononcée le 8 mars 2008, journée mondiale de la femme illustre aussi très bien son opinion sur la position de la femme dans la société.

La Turquie mérite une nouvelle Constitution : une constitution durable qui reflète les voix de tous et non de certains, qui garantit les droits de tous, qui représente un consensus social et préparée avec une approche participative. Nous ne souhaitons pas que la démocratisation soit une illusion. Nous souhaitons une Turquie démocratique ! »